

EUROPE ACTION



BUDAPEST

1956-1966

n° 46 - octobre 1966

2 F



DR H.F. VERWOERD

Premier Ministre de la République d'Afrique du Sud, assassiné au Parlement le 6 Septembre 1966

MAGAZINE DE L'HOMME OCCIDENTAL
68, rue de Vaugirard, Paris VI^e. Tél. 222.76.06

DIRECTEUR : *Christian Poinsignon.*
DIRECTEUR POLITIQUE : *Dominique Venner.*
RÉDACTEUR EN CHEF : *Jean Mabire.*
COMITÉ DE RÉDACTION : *Pierre d'Arribère, Coral, Jean Deni-
pierre, Jacques Devidal, Gilles Fournier,
Pierre Hofstetter, Pierre Lamotte, Guy
Lancelot, Fabrice Laroche, Pierre Marce-
net, François d'Orcival, Loïc Kerarvor,
Guy Persac, Henri Prieur et Jean Muscat
(Service Photo).*

CORRESPONDANTS :
Espagne : *Antonio Bernardo.* Etats-Unis : *Pietr Wilkinson.*
Amérique Latine : *Erwin Ratz.* Italie : *Antonio Lombardo.*
Allemagne : *Wolfgang Silling.* Portugal : *Zarco M. Ferreira.*
Grande-Bretagne : *Dr J. M. Mallett.*

Directeur de la publication : *Christian Poinsignon.* — Im-
primerie *Dévé, Evreux.* — Dépôt légal : octobre 1966 —
Périodicité mensuelle.

EUROPE ACTION

1956 - On assassine un peuple
1966 - On assassine un homme

UNE RENTREE DECISIVE. POURQUOI ?

Vous le saurez, en lisant la chronique de F. LAROCHE :
4 semaines en France et dans le monde (pp. 4 à 7).

LA ROUTE TUE. COMMENT ?

Vous le saurez, en lisant l'éditorial de Dominique
VENNER : **Le Salon de l'Auto** (pp. 8 et 9).

UN GRAND EUROPEEN. QUI EST-CE ?

Vous le saurez, en lisant la réponse de Jean MABIRE :
Jules Romains, l'Europe et la Liberté (pp. 10 à 12).

UN PEUPLE S'EST SOULEVE. OU ET QUAND ?

Vous le saurez, en lisant l'enquête de Pauli FREDERIC
et l'interview d'un voyageur par Henri LANDEMER :
Budapest, octobre 1956-octobre 1966 (pp. 13 à 20).

UN HOMME A ETE TUE ? QUI ETAIT-IL ?

Vous le saurez, en lisant l'hommage de C. DE VLEES-
CHAUWER : **Adieu au Dr Verwoerd** (pp. 21 à 23).

L'AMERIQUE VA VOTER. POUR QUI ?

Vous le saurez, en lisant le reportage de Pierre HOF-
STETTER : **Les hommes de Johnson seront-ils battus ?**
(pp. 24 et 25).

MICHEL DEBRE SERRE LA VIS. A QUI ?

Vous le saurez, en lisant l'étude de Pierre LAMOTTE
(pp. 26 et 27).

UN « PROF » ACCUSE LES PROFS ? POURQUOI ?

Vous le saurez, en lisant la lettre de Jean-Claude
RIVIERE (pp. 28 et 29).

UN SPORT : Le karting par Alain LEFEBVRE (pp. 29
et 30).

LA VIE MODERNE : Les agressions (p. 31).

UN LIVRE : *Les Hussards perdus* de Pierre BOISSEL par
Jean GERARD (pp. 32 et 33).

UNE LIBRAIRIE (p. 35) et **DES FILMS** (pp. 36 et 37).

LE JOURNAL DE M. PICKWICK (pp. 38 à 41).

ET une très importante **PAGE 42...**



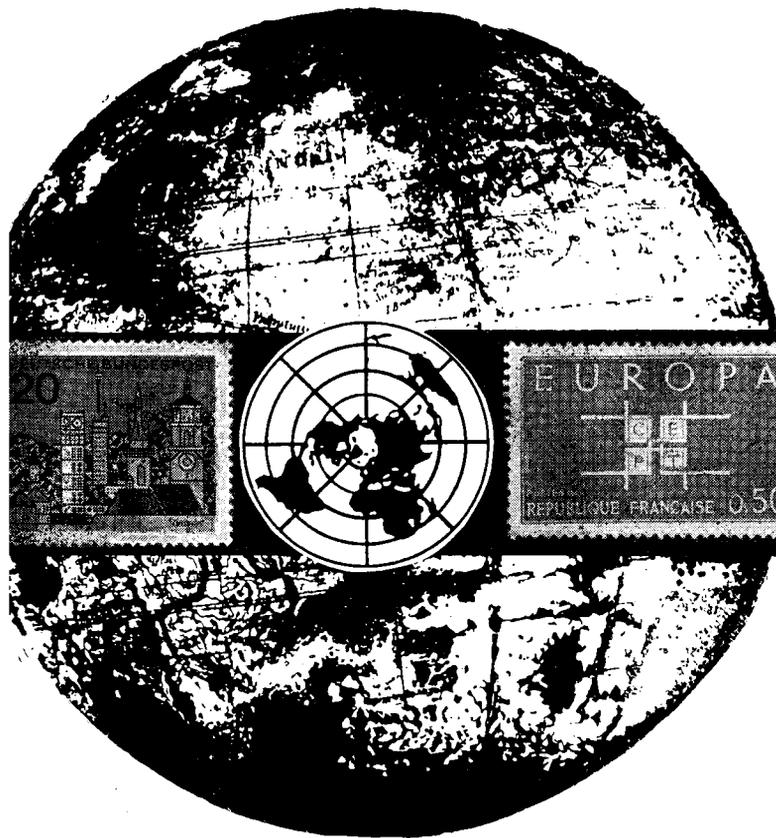
Où sont les assassins ?

PHOTOGRAPHIES DE CE NUMERO

Ambassade d'Afrique du Sud : pp. 2, 21, 22 et 23. René Bail :
pp. 32 et 33. Centre Culturel Américain U.S.I.S. : 13, 14, 15, 16,
17, 18, 19, 20, 24, 25 et dos de la couverture. Editions Gallimard,
NRF : p. 11. Film : « L'odyssée du T. 34 » : couverture.
Kart-club de Paris-Seine : pp. 29 et 30. Keystone : p. 3. Jean
Muscat : pp. 9, 27, 35, 39, 41 (bas) 42 et 43. André Sas :
41 (haut). Dessins de Loïc Kerarvor : pp. 14, 16 et 18. Caricature
de Pinatel : p. 28.

**FABRICE
LAROUCHE**

QUATRE SEMAINES



EN FRANCE ET DANS LE MONDE

LE voyage de Charles De Gaulle — Djibouti, Pnom-Penh et Polynésie — aura-t-il servi à quelque chose ? C'est la question que se posaient quelques fidèles de l'Elysée au retour du Général. A première vue, le bilan était maigre : émeutes en Côte française des Somalis, indifférence du monde entier au discours cambodgien.

Mieux encore, huit jours ne s'étaient pas écoulés que le Négus éthiopien, M. Haïlé Sélassié, revendiquait le rattachement de la Côte des Somalis, en invoquant des raisons de communauté ethnique, réelles d'ailleurs, mais certainement de moins d'attraits pour lui que le débouché maritime de Djibouti.

Au lendemain des embrassades d'Addis-Abbéba, l'exigence ne manquait pas de piquant. Répondait-elle à des assurances françaises ? N'était-elle qu'une nouvelle preuve d'indépendance politique ? Dans le premier cas, c'était une capitulation, dans le second un camouflet. De Gaulle n'avait, de toute façon, pas le choix. Comment refuser l'auto-détermination d'un territoire qu'on vient de quitter, en recommandant dans un autre de laisser « comme en 1954 », au peuple Viet-Namien « l'entière responsabilité de ses affaires » ? C'est ainsi que par référendum, les Somalis auront, eux aussi, « le droit de disposer d'eux-mêmes tels qu'ils sont effectivement ».

Bilan négatif par conséquent ? Certainement pas ! — la phrase révélatrice à cet égard étant celle du discours de Pnom-Penh, où De Gaulle a souligné que la France ne proposait plus sa médiation dans le conflit viet-namien. Phrase importante, car elle prouve que le gouvernement français ne se fait plus d'illusions sur l'efficacité de ses bons offices, ni sur

la politesse agacée qui accueille régulièrement les utopies, solutions miracles et appels à la paix. Phrase capitale parce qu'elle indique soulignait le *Courrier* quotidien de M. Paul Dehème, que le but cherché à l'autre bout du monde n'était pas d'ordre extérieur, mais tout près de nous.

**COMMUNISTES
ET GAULLISTES
DEVANT LEURS
ELECTEURS**



Si Hanoï comme Washington n'ont pas prêté grande attention à l'allocution de Pnom-Penh, elle a, au contraire, été très remarquée dans les milieux communistes français. Au cours d'un meeting CGT, à la Mutualité le 10 septembre, M. Benoît Frachon pouvait enregistrer ainsi ce gage d'alliance : « Nous pouvons être satisfaits que ce soit le chef de l'Etat qui reprenne les idées et les formules que nous défendions », et conclure : « nos possibilités d'entraîner les masses à l'action s'en trouveront accrues » ! La chose s'est d'ailleurs très vite concrétisée puisque, pour la première fois depuis dix ans, le gouvernement a donné au P.C. l'autorisation de tenir au bois de Vincennes sa traditionnelle « Fête de l'Humanité ». C'est là, a lancé M. François Billoux, que le parti a commencé sa campagne électorale (« Est-il fête plus politique ? » écrivait ingénument M^{me} Marie Perrot

dans *France Nouvelle*), ce qui est plus vrai qu'on ne pense : Vincennes représente effectivement le prix de l'aide communiste sur laquelle la majorité peut compter.

Fin août, c'est *l'Express* lui-même qui démontait la manœuvre : « La tactique communiste sera de se maintenir au second tour, et d'évincer le centriste au bénéfice de l'U.N.R. » chaque fois que les amis M. Mitterrand seront tentés de chercher autour de M. Lecanuet ce qu'ils appellent des « Républicains de progrès ». Ainsi « une trentaine de sièges au moins resteront à l'U.N.R. au lieu de passer à l'opposition. C'est ce qu'il faut pour conserver au général De Gaulle sa majorité parlementaire, même si elle est étroite ». Conclusion : « Il y a aujourd'hui, en France, identité pratique entre tout ce qui pense gaulliste et tout ce qui pense communiste ».

Ce refus communiste d'abattre le Pouvoir en étendant au maximum le front des contestataires est le fond de la polémique avec la Fédération que relance, tour à tour, MM. Billoux, Frachon et Waldeck-Rochet. Ainsi les communistes apportent-ils un double soutien au gaullisme : en limitant les alliances à la gauche de stricte obédience, ils ressuscitent une menace de Front Populaire dont De Gaulle a toujours bénéficié ; ils permettent à ses candidats d'assurer leurs succès avec les divisions résultant de leur maintien au second tour. Leurs discussions sur « le programme » que M. R. Treno, dans *le Canard Enchaîné*, s'indignait de voir passer en priorité avant de savoir qui gouvernera, ne sont donc qu'apparemment une manœuvre de gribouille. On comprend pourquoi la FGDS a renvoyé à fin novembre, après les congrès des formations qui s'y regroupent, sa décision finale sur les alliances.

La position électorale du Mouvement nationaliste du Progrès est une conséquence directe de la collusion PC-UNR. Sur des listes intitulées « Rassemblement Européen de la Liberté » (REL), il présentera un certain nombre de candidatures-tests, dans les seules circonscriptions où sa présence ne pourra pas être interprétée comme une tentative de division. Deux de ses membres, MM. Pierre Pauty et Ferdinand Ferrand, seront présents, l'un contre M. Waldeck-Rochet à Aubervilliers, l'autre contre M. Jacques Marette à Paris XV°. Leur programme officiel sera communiqué à la presse parisienne au cours d'un dîner-débat, animé le 12 octobre par M. Dominique Venner.



LE « PROCES » : UN PETARD MOUILLE...

Le procès Ben Barka, ouvert le 5 septembre pour plus d'un mois aurait pu, lui aussi, être utilisé par les partis. Venant au bout d'une année entière de scandale, il était l'occasion la plus inespérée qu'une opposition puisse rêver. Bien que tous les détails n'en soient pas connus, bien que tous les complices n'aient pas été arrêtés, il suffit de voir comment l'Affaire est restée dans l'actualité, malgré les étouffements,

pour mesurer le pouvoir détonant des réalités sur lesquelles elle levait un coin du voile.

Or, ce tableau d'un régime où les fonctionnaires recrutent des truands, où les ministres donnent aux chefs de la police mission d'entraver la justice, où les avocats marrons, les tueurs mercenaires, les chefs de bandes se révèlent les piliers de l'Etat, est loin d'avoir soulevé toute l'indignation qu'il méritait. Le Parlement, l'opinion, les hommes politiques sont restés sans réaction. En dehors de *Minute*, *Aux Ecoutes*, *Rivarol* et *le Canard Enchaîné*, pour les hebdomadaires, de *Combat* pour les quotidiens, la presse a fait silence — celle de droite parce qu'elle respecte le sabre plus encore que le goupillon, celle de gauche parce qu'elle a vu dans l'Affaire des ramifications qui la gênent. M. Frédéric Pottecher, si véhément dans les procès OAS, a disparu de la Télévision. *Le Monde* a noyé sous les détails les passages les plus intéressants. *L'Express* préférerait parler d'Astérix, et *France-Soir* de Johnny. Les chefs de l'opposition n'ont rien fait. Dreyfus, Panama, Stavisky étaient des bombes ; Ben Barka n'est plus qu'un pétard. Il n'y a plus de 6 février.



UNE MAJORITE BIEN DIVISEE

Le Pouvoir a-t-il fait passer le scandale dans les mœurs — ou bien a-t-il stérilisé l'opinion ? En tout cas, le silence de l'opposition lui a profité, et ce que les autres n'ont pas employé c'est lui qui l'a utilisé.

Jamais peut-être autant de personnalités ne lui ont apporté leur caution ou leur acquiescement muet. Mais jamais autant, le gaullisme n'est également apparu aussi divisé. Jamais ceux qui se retrouvent autour de l'Elysée, comme dénominateur commun, n'ont à l'approche d'un scrutin fait autant sentir ce qui les opposera dans l'après-gaullisme. Le fait n'est pas étonnant, mais il témoigne de l'usure du navire. Un mouvement politique où le marxiste d'As-tier de la Vigerie voisine avec les poujadistes, René Capitant avec Michel Debré, André Philip, transfuge du PSU, avec M. Jacques Baumel, n'est pas idéologiquement viable. Ce que le gaullisme appelle « union nationale » est en fait un creuset d'intérêts.

Tout ce petit monde, qu'un dîner du « Cercle de l'opinion » mettait en scène en juin dernier, s'agite beaucoup. Dans *Notre République*, M. René Capitant somme le gouvernement d'achever son « œuvre sociale ». M. Vallon s'inquiète de la sociale-turbulence de M. Capitant pour MM. Debré et Pompidou. M. Pompidou menace les « candidats à la candidature ». La gauche gaulliste propose un colloque des gouvernementaux progressistes (MM. Joxe, Pisani, Dauer, Dechartre). M. Giscard d'Estaing prépare son heure et voyage dans le pays. Chacun rêve d'être l'arbitre de la situation et veut infléchir l'Etat dans sa direction.

Le gouvernement ne voit pas ces mouvements sans inquiétude. En dénonçant « les agissements de certains nouveaux mouvements de la majorité ».

M. Jacques Baumel jetait récemment l'ostracisme contre les gaullistes de gauche. Le 16 septembre, la commission politique de l'UNR s'élevait à son tour contre toute « manœuvre de diversion ». Charles De Gaulle enfin, a montré l'importance qu'il y attache, en recevant le même jour MM. Edgar Faure et Giscard d'Estaing pour de longs entretiens. Un coup à droite, un coup à gauche. M. Guy Mollet ne fait pas autrement.



LA CRISE DU CAPITALISME

A l'étranger, un phénomène économique presque simultané a affecté, cet été, les pays occidentaux les plus développés : Scandinavie, Allemagne, Angleterre, Etats-Unis. Dans tous ces pays, l'élévation du niveau de vie a entraîné une crise de croissance à tendance inflationniste. Le phénomène est constant en Suède. Aux Etats-Unis, M. Johnson a dû demander au Congrès d'augmenter la fiscalité des entreprises pour lutter contre le déficit de la balance des paiements, et la hausse des prix (3,5 % par an!). En Allemagne, le chancelier Erhard a dû soumettre l'industrie aux contraintes précises d'une « loi de stabilisation ».

Ces mesures ne sont pas sans dangers. A Washington, c'est le dynamisme des investissements privés, dégrèvés de taxes depuis 1962, qui en souffre. A Bonn, c'est la décentralisation économique. Partout l'inflation vient d'un déficit de la balance commerciale import-export, dû au fait que la cherté du prix de vente et de revient, qu'entraîne un haut salariat, est une gêne dans la compétition internationale. L'inclusion du Tiers-Monde dans les marchés mondiaux n'est d'ailleurs pas sans peser encore sur ces différences de niveaux.



LES ENNUIS DE M. WILSON

Curieusement, cette crise affecte aussi bien les gouvernements considérés de droite que de gauche... Mais nulle part encore, elle n'a atteint la gravité de la situation en Grande-Bretagne. Elus sur un programme de plein emploi, les travaillistes admettent maintenant, en privé, s'attendre à deux millions de chômeurs au printemps prochain! Le déficit de la balance des comptes atteint 137 millions de livres pour le seul premier semestre 1966. On en est arrivé, a estimé M. Pierre Hofstetter dans *Découvertes*, à ce que, si le sultan du Koweït venait à retirer les 300 millions de livres qu'il a en dépôt à Londres, la crise terrasserait ce qui fut autrefois le plus grand empire du monde!

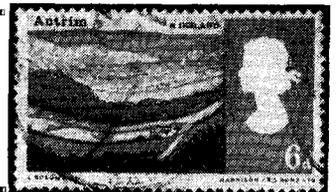
C'est pour faire face à cette situation, que M. Harold Wilson a été contraint de prendre un certain

nombre de mesures d'austérité, tout en sachant parfaitement les difficultés que ce geste allait lui créer. Déjà, en juillet, il avait dû enregistrer la démission de M. Frank Cousins, ministre de la technologie, qui estimait incompatible de présider la TGWU (Fédération des syndicats des transports. 1.400.000 adhérents) et de faire en même temps partie d'un gouvernement pratiquant le blocage des salaires. Cette démission annonçait-elle le divorce du parti travailliste et des syndicats? C'est ce dont devait décider, début septembre, le congrès des TUC à Blackpool.

M. Wilson faisait face à une grave situation. Une motion de défiance syndicale coupait son parti de 90 % de ses ressources financières, et son gouvernement de plus de la moitié des mandats travaillistes au prochain congrès du Labour. De plus ce pouvait être un encouragement à la gauche du parti dont M. Jenkins avait, aussitôt sa démission donnée, pris la tête. Pour s'en tirer, le Premier ministre anglais a remanié son équipe. Il a nommé M. Crossman, l'un des « gauchistes », à la tête de la Chambre. M. Stewart, jugé trop pro-américain, est passé des Affaires Etrangères à l'Economie. M. Brown, considéré comme responsable de la politique financière, l'a remplacé au Foreign Office. Cette manœuvre a sans doute servi le plaidoyer, développé au nom de l'efficacité par M. Wilson à Blackpool. Résignés plus que consentants, les syndicats lui ont accordé un consensus limité, avec une majorité de 1.134.000 voix sur 8.940.000.

C'est ainsi que le monde du travail a vu ses représentants entériner un blocage des salaires par un gouvernement socialiste incapable de mettre fin au chômage! Toute la crise de la gauche contemporaine est là. L'aggravation de la situation économique en Angleterre est en effet le fruit logique d'une politique de simple démagogie, peut-être très séduisante, mais totalement inadaptée aux réalités économiques. Il y a là quelque chose de frappant, remarqué par M. Servan-Schreiber, à voir toujours échouer en matière économique ceux qui précisément voient dans l'économie le facteur principal de l'Histoire. Ce paradoxe brutal ruina le Front Populaire et, de façon générale, toutes les expériences gouvernementales de la gauche non-technocratique. Un verdict sanctionne toujours durement ces échecs commencés par des promesses d'âge d'or et de paradis sur terre. M. Wilson, dont la popularité était tombée de 13 % entre le 15 juillet et le 4 août, connaîtra peut-être une défaite identique à celle que viennent de subir, aux élections municipales, pour la première fois depuis 1934, ses collègues de la social-démocratie suédoise.

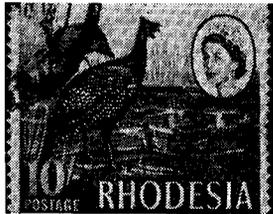
ET LE COMMONWEALTH ?



M. Wilson n'aura pas eu le temps de méditer sur les similitudes de la crise en cours avec celle qui, en 1931, renversa le Labour. A peine en avait-il fini avec les syndicats, que s'ouvrait en effet la Conférence du Commonwealth.

Les représentants du Tiers-Monde y arrivaient furieux. Les « entretiens préliminaires » engagés en mai avec Salisbury, et repris fin août, leur semblaient de mauvais augure. Ils se demandaient pourquoi M. Wilson n'employait pas contre M. Ian Smith les méthodes de 1916 contre la révolte irlandaise de Pearse et Connolly. Là encore, le gouvernement travailliste dut concilier les points de vue, susciter les médiations. Il n'y parvint qu'à demi, puisqu'à l'issue des débats, les mesures dont il avait convenu étaient en contradiction flagrante avec les principes d'« austerité » adoptés huit jours plus tôt.

Selon le communiqué final, qui ne souleva d'ailleurs qu'un enthousiasme mitigé chez les Africains, l'indépendance rhodésienne ne sera jamais reconnue à Londres, sans que les droits de « la majorité » (i.e. l'éviction des Blancs) n'ait été assurés. En dernier recours, de nouvelles sanctions seront prises sous contrôle de l'ONU. Ces décisions sont inapplicables. La première ruine tout règlement négocié, puisque c'est pour ne pas la subir que les Rhodésiens ont proclamé l'UDI. La seconde, confiée à un organisme que M. U Thant considère lui-même comme moribond, n'aurait de valeur qu'également appliquée à l'Afrique du Sud. Or la RSA est un partenaire commercial si essentiel à l'Angleterre, que celle-ci courrait à sa ruine, de l'avis même de l'Oungandais Milton Oboté, en prenant le risque d'éventuelles mesures de rétorsion. Tout le reste est rodomontades d'un Commonwealth qui n'a même plus l'apparence de la cohésion.



REALITE DE L'AFRIQUE BLANCHE

La situation se résume donc ainsi : plus l'Angleterre s'acharne contre la Rhodésie, plus la Rhodésie se rapproche de l'Afrique du Sud, et plus l'Afrique du Sud empêche l'Angleterre de faire quelque chose contre la Rhodésie ! A ce rythme-là, on ne saurait aller bien loin. La nouvelle direction en place à Prétoria montre qu'il n'est pas question d'en changer.

M. Balthazar J. Vorster est devenu Premier ministre à Prétoria. Le 6 septembre en effet, M. Hendryk F. Verwoerd était poignardé en plein Parlement par un métis fanatique, né de père arabe et de mère noire (ce qui permettait à la presse européenne d'en faire un « meurtrier blanc »). Dimitri Tsafendas, Mozambiquais d'origine, avait été expulsé d'Allemagne, d'Angleterre et des Etats-Unis. Au Portugal, il avait été poursuivi pour activités communistes. C'est un piètre héros pour les adversaires de l'Apartheid.

Le meurtre de M. Verwoerd, dont la conscience universelle s'est mieux consolé qu'avec Kennedy ou Jean XXIII, était-il le fait d'un homme isolé, ou d'un complot prémédité ? On ne le sait pas encore. Mais il faut remarquer qu'il survient au moment où tous les autres moyens semblent avoir échoué pour éliminer un Etat qui n'a, ces mois derniers, fait

que marquer des points. Le 5^e anniversaire de la République a été récemment célébré. La fondation de foyers autonomes bantous, sur le modèle du Transkeï, se poursuit. La création d'un Marché Commun de l'Afrique australe est en bonne voie. En juillet, la Cour de la Haye a confirmé le mandat sud-africain sur le Sud-ouest africain. Les protectorats britanniques, qui vont accéder à l'indépendance, se sont ralliés à l'autorité de Prétoria, et la veille du meurtre encore, M. Jonattan, première ministre bantou du Basutoland prenait fermement position pour elle.

Quoi qu'il en soit, s'il y eut manœuvre, la manœuvre a échoué. La mort de l'homme qui repose au Carré des Héros ne pouvait rien changer à une politique de développement séparé, dont M. Jean Grandmougin, dans *l'Aurore*, a écrit que, « loin de tendre à l'écrasement de l'homme de couleur (elle) entend qu'il ait sa culture, et retrouve sa réalité fondamentale ». L'autorité de M. Vorster a fait ses preuves au ministère de la Justice, dont il conserve la direction. La politique de son prédécesseur continuera.

VERS UNE « LONGUE MARCHÉ » MONDIALE



En Chine, l'ascension du maréchal Lin-Piao, confirmée au cours d'un meeting géant, le 18 août révèle la montée non pas de l'armée, mais d'une fraction de l'armée. Celle qui, partie par idéologie, partie par ressentiment contre l'arrêt d'assistance soviétique, prône l'imprégnation du maoïsme dans la technique militaire, et propage les thèses subversives de Lin-Piao. Au contraire c'est la disgrâce des militaires auxquels le parti s'était opposé en début d'année, et qui, rangés autour du vieux maréchal Peng-Teh huaï, préconisaient la création d'une armée de type classique.

Cela n'exclique pas toute la révolution en cours. Plusieurs autres idées ont été avancées : préparer le peuple à une guerre totale, faciliter l'épuration, détourner l'attention des échecs récents de la diplomatie chinoise. La première est possible, la seconde probable, la troisième douteuse. « En réalité, a expliqué un intellectuel chinois au *New-York Times* (16.VIII.), une révolution arrive tôt ou tard à un carrefour. Elle doit faire un choix entre le chemin qui retourne en arrière, vers le capitalisme, et celle qui poursuit la révolution. Si demain, nous avons la guerre, ce sera dur et difficile, mais les jeunes qui n'ont connu ni la 8^e Armée ni la Longue Marche, sauront ce que veulent dire communiste et révolution ».

Pour Lin-Piao, la guerre du Viet-Nam est donc bien le début d'une nouvelle Longue Marche vers l'encerclement du monde blanc. C'est une donnée formidable. Le xx^e siècle ne passera pas qu'elle soit confirmée radicalement, ou démentie radicalement.

Fabrice LAROCHE



EDITORIAL

LE SALON DE L'AUTO

PEU de Français sont indifférents au Salon qui chaque année honore l'automobile. Celle-ci est inséparable de leur vie. Quand les statistiques dénombrent 1 véhicule pour 5 habitants, grand-mères et nouveaux-nés compris, cela fait beaucoup de monde au volant. De fait, en moins de sept ans, le nombre d'automobiles individuelles s'est multiplié par deux. Il atteint 9 millions. En contre-partie les difficultés de stationnement, les amendes, les embouteillages, la pollution de l'air et les accidents ont plus que triplés. Ni l'organisation de la vie urbaine, ni l'infrastructure routière n'ont précédé ou suivi cette expansion prévisible.

Devant l'afflux de véhicules individuels et la facilité accrue des déplacements, le bon sens conclut à la nécessité d'une décentralisation urbaine. Aucun argument technique ne s'y oppose. La production n'est plus liée à la proximité de l'énergie et de la matière première. Celles-ci sont aisément transportables. Les concentrations inhumaines suscitées par les débuts de l'industrialisation au XIX^e siècle ne sont plus des obligations. Ainsi, grâce au progrès technique, l'Européen aurait la possibilité de retrouver une vie plus naturelle, plus individuelle aussi, trouvant son équilibre dans le cadre personnalisé de régions particulières. Encore faudrait-il que l'impulsion vienne d'en haut, résultant d'un vaste dessein politique ; que

l'organisation administrative et le cadre économique soient repensés pour ce résultat.

Malheureusement, pas plus que ceux de la IV^e, les hommes de la V^e République ne semblent sujets à cette forme de bon sens. Ils ont en revanche le sens de la spéculation immobilière. Certes, existe une politique ; certes, un cadre administratif nouveau est mis en place, une orientation économique est donnée, mais dans le sens de la super-concentration urbaine, dont le symbole est ce « district parisien » où dix millions de condamnés s'entassent dans une ville trop petite et paralysée respirant à petits coups la fumée de leurs voitures et de leurs usines. Un rêve !

Depuis le 1^{er} juin dernier, les Français savent, grâce à M. Bettencourt, que les autoroutes sont inutiles, voire néfastes. Au cours d'un conseil des ministres historique, le secrétaire d'Etat aux transports révéla, chiffres en main, que les autoroutes tuent beaucoup plus que les bonnes vieilles routes étroites et sinueuses, léguées par la III^e République. D'après cet éminent spécialiste, en 1954, pour 15 millions de véhicules, la France n'aurait eu que 11.000 tués, tandis que l'Allemagne avec seulement 12 millions de véhicules, en aurait eu 16.000. Conclusion : si l'Allemagne avec ses 3.400 kms d'autoroutes a eu beaucoup plus de tués que la France avec ses 600 kms, cela signifie que l'autoroute est plus meurtrier que la simple route. Français, réjouissez-vous d'être guidés par une subtile politique qui a su vous préserver du sort atroce réservé aux imprudents Allemands.

Dans ses macabres calculs, M. Bettencourt a cependant omis de signaler que l'automobiliste allemand parcourt en moyenne 18.000 kms par an contre 9.000 pour son homologue français. Quant au nombre de véhicules en circulation, on aimerait que M. Bettencourt précise ses sources, car il ne correspond nullement aux chiffres officiels, notamment ceux de l'Union Routière de France. Ceux-ci relèvent un nombre sensiblement égal d'automobiles en France et en Allemagne (10.815.000 et 10.784.000). Calculant avec des éléments réels et comparables, cette fois, on observe qu'à parcours égal, la route française fait un nombre de victimes de 27 % supérieur à celui de la route allemande. Si la France avait

disposé, en 1964, d'une infrastructure autoroutière comparable à celle de l'Allemagne, 3.000 vies humaines eussent été préservées. Les statistiques mondiales confirment d'ailleurs que le nombre d'accidents sur les autoroutes est le tiers de ce qu'il est sur des routes normales. M. Bettencourt est toujours secrétaire d'Etat aux transports...

Le gouvernement devait mettre en circulation 172 kms d'autoroutes cette année. Dès maintenant il a fait savoir que ce nombre serait ramené à 131. Il faudra au minimum réaliser 500 kms d'autoroutes par an pour rattraper le retard. Le V^e Plan en a inscrit 260 dans ses prévisions. De la sorte, nous n'aurons pas atteint en 1970 le réseau allemand de 1956 ! Pendant ce temps, l'Italie qui avait 335 kms d'autoroutes en 1956 (la France : 68), en aura ouvert 1.705 kms à la fin de 1966 (la France : 750), et entend porter son réseau à 4.770 kms en 1970 (la France : 2.000 kms). Les possibilités des entreprises françaises ne sont pourtant pas en cause. Leur technique est à l'avant-garde et elles sont équipées pour doubler leur cadence. Mais on ne peut pas tout faire, s'offrir une force de frappe aussi coûteuse qu'inutile, jeter les milliards aux quatre coins du tiers-monde, et créer les moyens de communication qui économiseraient le sang et la peine des Français.

Il faut donc bien un responsable aux accidents. C'est bien sûr l'automobiliste français. Il paye les plus fortes taxes (76 % du prix de l'essence, vignette, carte grise, péages), mais ne reçoit guère en échange que vexations, complications administratives, contrôles arbitraires et suspensions. C'est bien admis, tout le mal vient de l'automobiliste Haro, sur les « fous du volant ». Eh oui ! Ils sont fous à force de vivre dans ces villes, fous de vouloir enfin respirer l'air frais, sentir le goût du vent, s'évader. Dans ce XX^e siècle qui a vu disparaître les jeux guerriers dans les massacres collectifs, l'automobile est l'une des dernières aventures. C'est le tournoi, le rodéo. File la « Triumph » découverte... ou la 2 CV. Dérapage contrôlé. Ecole de vitesse. Ecole du risque et du cran. Le tigre n'est pas dans le moteur, il est au volant. Folie ? Sans doute. Mais ce monde est si médiocre et si bête que certains peuvent avoir la tentation d'être fous.

Comparé à ses homologues européens, l'automobiliste français est d'ailleurs un piètre aventurier. L'Italien, l'Allemand ou le Hollandais parcourent chaque année deux fois plus de kilomètres. Est-ce dû aux encombrements ou aux prix élevés de l'essence ? Toujours est-il que cette moindre utilisation ralentit le renouvellement du parc français et, par conséquent, la production. Si l'on ajoute à cela une densité de véhicules supérieure à celle des autres pays européens et la faible perspicacité des gouvernements, on tient les causes du retard que prend l'industrie automobile française dans la compétition mondiale. Or, la production et le marché de l'automobile sont d'excellents indices de la santé d'une économie.

En 1965, la France s'est vu ravir sa place de quatrième producteur mondial par le Japon. On chercherait en vain un signe encourageant. La production française qui représentait 80 % de celle de l'Allemagne en 1955, n'en représente plus que 55 %, dix ans plus tard. Encore doit-on se souvenir que les dispositions douanières qui protègent les constructeurs français contre la concurrence internationale seront levées en 1968. Le marché sera libre, et les coûts de production français devront affronter ceux de l'Europe, actuellement beaucoup plus bas pour une qualité égale.

Ce qui est inquiétant à l'échelle de la France ne l'est pas moins à celle de l'Europe, confrontée au géant américain. Au moins n'y a-t-il pas de graves appréhensions, sur ce plan, avec l'U.R.S.S. L'impérialisme soviétique s'exerce au niveau idéologique, politique, voire militaire, mais, à l'exception des nations captives de l'Est européen, il ne se manifeste pas sérieusement en économie. Ce n'est pas le fait de sa bonté d'âme, mais celui de son impuissance. Ici aussi, la production d'automobile est un bon critère. En 1965, l'U.R.S.S. a construit 750.000 véhicules, dont seulement 250.000 automobiles individuelles. L'Espagne en produit autant. Exemple unique dans les pays développés, le taux de croissance de la production industrielle a diminué, en U.R.S.S., de 1 % par an depuis 1963. Alors que la rapidité d'adaptation et de réalisation compte avant tout dans une économie moderne, M. Kossyguine avouait qu'il fallait parfois neuf ans entre la mise

en chantier de l'usine et sa mise en service. Les bombes thermonucléaires et les succès spatiaux, obtenus grâce aux cerveaux américains et à la priorité absolue de ces programmes sur toute autre activité, ne peuvent cacher l'échec d'une économie archaïque, paralysée par la rigidité d'une doctrine erronée.

Aussi le monde n'est-il pas dominé économiquement par deux « Grands », mais par un seul : le super « Grand » Américain. Sur ce terrain et sur celui de la technologie, les Etats-Unis n'ont pas de rivaux. Certes, l'Europe occidentale a considérablement rattrapé son retard de l'immédiat après-guerre. En 1955, les U.S.A. produisaient 9.204.000 véhicules, contre 3.200.000 pour l'Europe occidentale (Marché Commun et Grande-Bretagne). En 1965, tandis que les U.S.A. passaient à 11.137.000, l'Europe atteignait 8.511.000. Cette relative stagnation américaine s'explique en fait par une saturation du marché. Aux Etats-Unis, on compte un véhicule pour 2,2 habitants. L'Europe en est encore à la moyenne d'un véhicule pour 6,7. Limités sur leur territoire, les Américains se sont étendus en dehors. C'est ainsi qu'ils contrôlent 52 % de la production automobile britannique, 40 % de la production allemande, 17 % de la production française, environ 30 % de la production européenne totale.

Pour comprendre la différence de niveaux, il faut encore comparer quelques chiffres. En 1965, la seule General Motors Company a consacré 6.500 millions de Francs (nouveaux) à ses investissements. Dans le même temps, Volkswagen en investissait 890, Fiat 546, Renault 265.

Non content de prendre en main une bonne partie de l'économie européenne, d'attirer savants et techniciens par des conditions de travail et de vie alléchantes, les USA lancent une nouvelle opération : « Industriels, hommes d'affaire, épargnants européens, investissez aux Etats-Unis ! » Comment ne seraient-ils pas entendus ? Ils proposent un amortissement plus rapide, une rentabilité supérieure. Qui pourrait interdire la désertion des capitaux européens vers le plus fort et le plus offrant, alors que le poids fiscal et l'unification hésitante de l'Europe rendent aléatoires les bénéfices ?

Le terme logique de cette évolution est la mise en tutelle des na-



tions européennes incapables de se maintenir au rythme du développement technologique des Etats-Unis. Leur isolement, leur « indépendance », leur interdit d'exploiter rationnellement leur potentiel, de mettre en commun la recherche, de grouper les efforts et les moyens éparpillés. Comment ne pas voir que l'édification de l'Europe, pas seulement comme un « marché », mais surtout comme une unité politique, est la seule possibilité de ne pas devenir une colonie de l'impérialisme américain. Seul un Etat fédéral, respectueux des traditions nationales et prenant racine sur les réalités régionales, aurait le dynamisme et l'attrait suffisant pour juguler l'hémorragie des cerveaux et des capitaux, susciter les regroupements capables de faire front à la compétition mondiale, de parler aux USA en ami et non en vassal. Encore faudrait-il que cet Etat soit animé par des équipes nouvelles qui le libèrent des féodalités financières et idéologiques, assurent la prospérité de l'Europe et lui rendent sa dignité.



**DOMINIQUE
VENNER**

**JEAN
MABIRE**

L'Europe, mon pays que j'ai voulu chanter.

JULES ROMAINS

« ...Un bulletin dont j'ai remarqué plusieurs fois à quel point il était attentif aux problèmes actuels. Son titre : « EUROPE-ACTION... »

Jules ROMAINS
L'Aurore, 5 septembre 1966

Les faits sont connus des lecteurs d'EUROPE-ACTION hebdomadaire : le 5 septembre 1966, paraissait dans l'Aurore le billet de Jules Romains intitulé *Lettre à un ami*, dans lequel l'éminent académicien commentait un article de Fabrice Laroche sur la démographie mondiale. Jules Romains rendait hommage à notre hebdomadaire dont il soulignait à quel point il était attentif aux problèmes actuels et s'intéressait au destin de l'Europe.

Je revois la première fois où j'ai franchi le Rhin... Ce fleuve me semblait à lui seul attester qu'il y avait une Europe, et qu'elle était, non une notion d'atlas de géographie, mais un être vivant. Ce fleuve était un rassemblement. Il drainait vers la mer des richesses communes, qu'il tirait de droite et de gauche, qu'il puisait jusqu'aux entrailles même du continent. Et il en ramenait d'autres de la mer, pour les distribuer, pour alimenter des mêmes sucs une civilisation homogène.

Jules ROMAINS

Si nous n'avons guère pour habitude d'entretenir des polémiques, en répondant aux plus insanes calomnies (la bave de Wurmser et le fiel de Boutang, sécrétions de très vieux diplotocus politiques, nous réjouiraient plutôt), nous aimons en revanche « renvoyer l'ascenseur » et dire merci à ceux qui ont le courage de parler de notre fidélité, de notre résolution et de notre espérance.

Voici donc Jules Romains qui cite *Europe-Action* et qui en parle comme un homme qui suit régulièrement notre édition hebdomadaire. Comme tant d'autres journalistes, il y puise des informations. Mais, lui, il cite ses sources. Ce petit événement m'a donné l'envie de fouiner un peu dans sa vie et dans son œuvre. Et de m'apercevoir que nous sommes souvent injustes avec nos aînés. Si le chemin vers l'Europe nous paraît aujourd'hui si évident (à défaut d'être facile),

c'est sans doute qu'il y eut des hommes avant nous pour ouvrir cette piste dans la jungle des chauvinismes, pour abattre les arbres vermoulus qui nous cachaient la forêt d'Occident, pour débroussailler les chemins et empierrer les routes. Pour m'en tenir aux écrivains français, je cite pêle-mêle quelques noms que l'on n'a pas l'habitude de lire sous la plume des hommes du clan politique où l'on voudrait nous enfermer : Romain Rolland, Paul Valéry, Alphonse de Chateaubriant, Bernanos, Drieu La Rochelle...

Il ne faut pas fouiller longtemps pour découvrir la place essentielle qu'occupe Jules Romains dans cette « conjuration » européenne, dans ce complot des hommes d'Europe pour sauver leur commune civilisation de la folie des guerres fratricides et des reniements impies. Un demi-siècle plus tard, nous commençons à comprendre, malgré les drapeaux et les clairons du gaulisme, que la Grande Guerre fut le grand suicide, que deux peuples furent également vaincus à Verdun, et que les vainqueurs du conflit furent les deux géants qui apparurent en 1917.

Les Américains, en débarquant à Bordeaux ; les Russes, en se soulevant à Saint-Pétersbourg, faisaient plus que modifier l'issue du conflit : ils fondaient des empires. Et voici que ces empires, à leur tour, risquent de vaciller devant le continent jaune et sa rouge révolution.

Œuvres de Jules Romains :
L'homme blanc, poème
Pour que l'Europe soit
Problèmes européens
Confession d'un Européen

L'EUROPE ET

Les adversaires, chez nous, de l'unité européenne ont fait valoir au premier rang de leurs objections, que la France, en s'appuyant sur l'Europe, ne saurait que faire de son empire. Pouvait-elle y renoncer. Pouvait-elle offrir à l'Europe, sous forme de don gracieux, un ensemble de territoires et de populations qu'il lui avait fallu tant de sacrifices — de sang, de travail, d'argent — pour constituer et pour équiper ?

Je me dis aujourd'hui qu'en apportant cette dot à l'Europe, qui en devenait solidairement la gardienne et la protectrice, la France aurait fait une opération beaucoup plus heureuse — tant pour les populations en cause et pour la civilisation que pour elle-même — qu'en livrant cet empire, comme elle semble l'avoir fait, à une conjuration où se mêlent de frénetiques ambitions locales, des récidives de barbarie, et les desseins tortueux d'un totalitarisme conçu à l'échelle mondiale.

Préface du livre de Georges Bonneville.
« Prophètes et témoins de l'Europe » 1961.

Quelques pionniers, lucides et solitaires, avaient compris, bien avant nous, que les peuples d'Europe, en se déchirant, reniaient leur commune patrie. Sans eux, nous en serions sans doute tragiquement écartelés entre deux vertiges atroces (et si curieusement complémentaires) : le chauvinisme hexagonal et l'universalisme mondial. Sans l'Europe, nous serions sans doute gaullistes ou communistes, au hasard de nos pulsions, selon que nous réagissons davantage au mot de *grandeur* ou à celui de *progrès*.

Nos aînés nous auront au moins appris que l'Europe, c'était une réalité charnelle avant d'être une conviction politique. Nous refusons la guerre civile. Nos pères ont encore cru à des mythes : la croisade des démocraties, l'ordre nouveau des fascismes. Ils ont enfermé notre continent dans des formules : l'Occident chrétien, l'Europe atlantique (pourquoi pas la Latinité ou le Saint Empire, ces mirages admirables et désuets ?). Nous, nous voulons seulement l'Europe, l'Europe seule. Elle est assez grande pour ça.

A force de relire, depuis une quinzaine de jours, des romans et des poèmes de Jules Romains, j'avais envie de lui écrire une lettre. Mais il eût fallu commencer par l'appeler *Maître* et c'est un mot qui vient assez difficilement sous ma plume et dans mon cœur. Je ne pense pas que l'illustre acadé-

micien eut apprécié que je l'appelle *Ami*, comme ça, de but en blanc. Et pourtant...

Pourtant, j'ai relu avec la même joie ce conte délicieux et insolent qui se nomme *Les copains* et me réconcilie avec les premières années de notre siècle, avec cette « Belle Epoque » que j'ai tant de raisons de haïr. *Les copains*, voilà un livre sérieux, une farce pour civilisés de notre monde, un monde qui devient vite incompréhensible dans l'univers des grands ensembles, des émigrants de couleur et de la culture universaliste de l'UNESCO. Les héros de cette histoire devaient se faire tuer quelques années plus tard sur la Marne ou sur la Somme, en se battant contre leurs frères des *Wander-vögel*, amateurs comme eux de belles filles, de vins pétillants et de randonnées à bicyclette. La suite des *Copains*, Jules Romains l'écrira entre les deux guerres. Ce sera cet essai qui fit scandale : *Le couple France-Allemagne*, ce cri d'espoir dans la paix sur le Rhin.

Je me vois mal commencer ma lettre : « *Copain Farigoule, dit Romains, Jules, de l'Académie Française* ». Alors, on va parler de lui, entre nous, pour nous, sans trop nous soucier s'il va lire cet article, qui ne ressemble pas plus à un article que les poèmes de *l'Homme Blanc* ne ressemblent à de la poésie. (Jules Romains avait ainsi nommé un de ses recueils de vers. Il avait compris très tôt que l'Eu-



LA LIBERTÉ

rope, ce n'était pas seulement l'Europe. Mais que c'était, d'abord et avant tout, l'Européen, c'est-à-dire l'Homme Blanc. Cela paraît peut-être très séditieux, mais c'est ainsi, et on n'y peut rien. Au Canada et en Rhodésie, ce sont encore des Européens).

Au cours de la seconde guerre civile européenne, Romain Rolland avait choisi la Russie et Jules Romains l'Amérique (tandis que Drieu se suicidait avec l'Europe), mais aucun ne trahissait le destin de l'homme blanc. Et, dernier survivant dans un monde difficile, Jules Romains s'interroge devant la Chine et sait que le monde ne connaîtra pas la paix éternelle, si ce n'est celle des cimetières où dorment à jamais les civilisations débilés.

Avant les Volontaires qui donnèrent leur sang pour l'Europe, dans des camps opposés, neige de Borodino et sable de Bir-Hakeim, sang du Vercors et sang de Montrouge, poètes fusillés dans la nuit noire et au petit matin blême, avant les guerriers et les croisés, avant les partisans, il y eut *les hommes de bonne volonté*.

Ah! Jules Romains, qui avez le double de mon âge et que ne connaissent guère les jeunes gens in-

grats, quelle est votre place parmi nous?

Vous avez besoin de notre impatience, de notre volonté, de notre insolence même, pour voir fonder cette Europe que vous appelez de vos vœux, depuis votre jeunesse fervente. Mais nous apprenons, avec vous qu'elle n'aura pas qu'un seul visage : le dur visage de la guerre s'estompe, la révolution devient efficacité, le monde moderne n'admet pas le bricolage. Les querelles des clans politiques ne nous amusent pas du tout. Sommes-nous à votre droite ou à votre gauche? Quelle question! Etes-vous un homme du Régime, un socialiste à l'ancienne mode, un libéral un peu technocrate, un grand bourgeois? Quelle importance! Nous ne vous demandons pas de rallier un mouvement politique qui n'est encore que le reflet de la colère et de l'espoir. Nous ne vous demandons que de défendre avec nous, à votre poste de guetteur et de prophète, ces deux mots qui sont pour nous plus que des mots, qui sont les articles mêmes de notre Credo, les flambeaux de notre nuit, deux mots qui sont des réalités que nous voudrions saisir à pleins bras : *L'Europe et la Liberté*.

Jean MABIRE

Ce que serait l'efficacité de l'Europe si elle consentait simplement à être l'Europe, et non plus des fragments d'anti-Europe polarisés l'un contre l'autre, les uns contre les autres, est à peine imaginable.

Jules ROMAINS

Il y avait deux variétés, deux crus de l'Esprit, qui depuis des siècles poussaient là, et nulle part ailleurs : l'esprit apollinien et l'esprit prométhéen. Tous deux étaient chargés de miracles. Tous les deux n'avaient qu'à se dégager et à mûrir pour laisser pleuvoir les miracles sur le sol.

Jules ROMAINS





B U D A P E S T

*Voici dix ans,
le 23 octobre 1956,
toute une ville
se révoltait contre la
dictature rouge...*

Parce que nous avons les yeux sur la Chine où les gardes rouges réalisent la perfection délirante de l'univers marxiste, parce que la rupture entre Pékin et Moscou, inscrite dans la nature des choses, s'incarne de plus en plus dans la réalité des faits, parce que le poids démographique et l'insolence verbale du tiers-monde tiennent de plus en plus de place dans les journaux et dans les assemblées, parce que l'Algérie, le gaullisme et l'Europe occupent nos vies depuis tant d'années, parce que les hommes blancs vont marcher sur la lune, parce que l'orage gronde en Amérique, parce que le monde est en train de changer, pour toutes ces raisons et pour quelques autres, ce qui s'est passé à Budapest, il y a tout juste dix ans ce mois-ci, risque de pas se trouver au premier plan ni dans les journaux, ni même dans nos cœurs.

Ce serait grave.

Certes, les Russes appartiennent, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en aient conscience ou non, au monde blanc, qui s'étend de San Francisco à Vladivostok, et sur lequel s'acharnent la propagande et la haine des agitateurs de couleur et des renégats professionnels. Certes, nous ne saurions nous associer à l'anticommunisme social des réactionnaires et des conservateurs. Certes, le monde a bougé. Mais qui sait s'il n'a pas précisément bougé depuis cette semaine héroïque et désespérée où des étudiants, des femmes, des ouvriers, des enfants, ont crié leur volonté de vivre libre, ont déboulonné la statue de Staline, ont balayé un régime fantoche, ont résisté, mains nues, contre la ruée des chars soviétiques ?

Il fallut des régiments mongols pour mater ces Européens en colère. Il fallut la lâcheté des gouvernements du « monde libre » pour permettre la défaite du soulèvement. Il fallut dix ans de silence pour oublier ce crime.

Comme il l'avait montré dans la Hongrie de 1919 avec Bela Kun, le communisme a dévoilé son vrai visage dans la Hongrie de 1956 avec Janos Kadar. Les Hongrois sont aujourd'hui les témoins irrécusables de la dictature qui règne sur l'Europe de l'Est. Ils nous rappellent que la moitié de notre patrie est enchaînée et que nous n'avons pas le droit de nous taire.

Écoutons leur histoire.





La Ville est sombre. Les rues sont devenues des couloirs où l'on circule sans joie. Plus d'étincelle aux pavés, ni reflets aux flammes de murailles des venelles. Le beau Danube est gris, et grise est la vie des hommes. Les circuits sont marqués, les trajets de travail uniformisés, et l'on oublie parfois qu'il est, au-delà des murs, une plaine immense et encore verte, la Pütza hongroise.



Ils sont trois cent mille qui manifestent. Trois cent mille rassemblés à l'appel des étudiants du cercle Pétöfi. Vingt-trois octobre 1956 à Budapest : la foule se presse contre les uniformes. Hongrie 1956 : la foule écrit la première page d'une longue histoire. Hier, des émeutes ont éclaté en Pologne ; pour s'y associer, les étudiants veulent que leur message soit diffusé par Radio-Kossuth. Mais les autorités refusent et la foule s'impatiente. Les autorités tirent. Hongrie 1956. Les autorités nettoient la foule hongroise à la mitrailleuse. C'est la révolution qui commence.

La foule se presse contre les uniformes. Et pour ceux qui l'enferment dans leurs dogmes, cette révolte soudaine ne s'explique pas. Le peuple n'a pas de raisons ; il a un espoir. Si fortes que soient les chaînes, parce qu'il est dans leur sang de ne pas supporter la contrainte des dogmes, des hommes se dressent. Des idées oubliées reviennent. Les bras s'arment d'eux-mêmes. Budapest retrouve le souffle de l'homme d'Occident. Il suffit d'une volonté pour que, déjà, les rues s'éclaircent.

Radio-Kossuth est devenue Radio-Kossuth-Libre. Il neige sur Budapest. Et sur le ciel libéré, des foules de jeunes, d'ouvriers, d'enfants



marchent doucement. La main dans la main. Frères, nous avons parcouru les rues ensemble. Amis, venez au combat qui commence, venez à la Révolution. Les coups de feu se multiplient. Budapest. une fois encore, va connaître le feu.

Il neige sur Budapest et la ville s'étoile de plaques blanches. Les armes sur la neige, les pas qui s'étouffent dans le sol, les premiers obus qui tombent sur la foule. L'air est froid et sec. D'un bout à l'autre de la ville, la lueur des incendies ne parvient pas à faire croire à la chaleur. Résonance d'échos, vibrations absolues.

Solidarité des classes, au coude à coude dans la rue. Ils se battent avec des moyens dérisoires et leur courage y supplée. Ils se battent derrière les gravats, au coin des rues, aux bouches des égouts. Au coin des rues, parfois, débouchent grondants les premiers chars. Mais, déjà les emblèmes officiels s'embrasent. Une clameur immense qui monte jusqu'aux étoiles : la statue de Staline est déboulonnée, abattue. Le socle gît en travers de la rue, on a dressé des barricades. L'étoile rouge fichée à cent mètres du sol, en haut du dôme du Parlement, est jetée à terre. Contre l'oppresseur, il faut se battre ou bien mourir.

Un jeune Hongrois de 18 ans n'a jamais connu son pays comme on connaît une vraie nation. Il habite Budapest et n'a jamais connu Budapest libre. Au-delà des montagnes, loin sur le Danube, un monde différent qu'il n'a jamais connu. Génération héritière, elle refuse l'héritage. Un jeune Hongrois est né dans le marxisme, n'a connu qu'un monde communiste; on a jeté sa jeunesse à des principes vermoulus que ses aînés ont imposés. Pourtant, il se révolte, il se bat, il va jusqu'au bout. Il ne sait rien de ce que signifie sa race, mais parce qu'il y appartient, il retrouve les lois éternelles de la vie. Voilà la découverte de ses yeux, le moyen d'aller plus loin, plus haut.

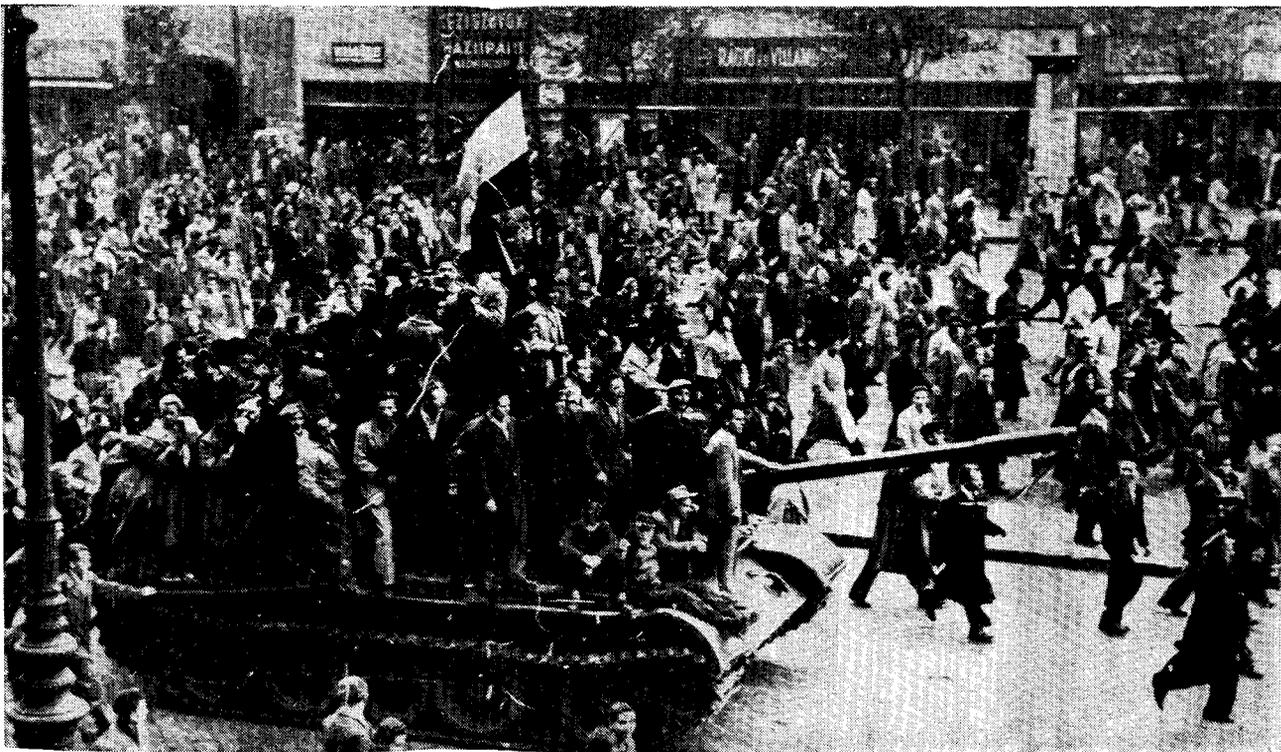
Dans les rues, des rigoles de sang, aux murs, des traces de balles qui écaillent la pierre. Novembre 1956. Dans un manifeste au peuple, la Jeunesse Révolutionnaire Armée demande le compte de ses années volées. « Au nom des morts, au nom des peuples hongrois et russe, nous accusons Janos Kadar, et nous lui demandons de rendre compte, lui et ses patrons, les chefs responsables du gouvernement so-

viétique ». La Jeunesse Révolutionnaire Armée accuse. Elle dit « Il ne peut plus y avoir de marchandage, de pardon, d'excuse. » A l'Université de Sopron, ils sont deux cents étudiants plantés en leur sol. Indéracinables. Deux cents étudiants qui se font tuer sur place par les chars soviétiques pour permettre à quinze mille de leur compatriotes de s'enfuir.

La jeunesse et les chars. Le gouvernement de Moscou donne un ordre et les chars s'ébranlent. Les chars exterminent la jeunesse de Hongrie. Les chars s'appellent Staline ou T. 34. Pour détruire un char soviétique, il faut se mettre devant lui, le cocktail Molotov à la main et le lancer à bout portant, juste quand il va vous écraser. Pour détruire un char, il faut sauter contre la tourelle, sur la carcasse. Lancer une grenade dans l'écouille béante. C'est à ce moment-là que le gosse est écrasé. C'est à ce moment-là que le char est détruit. Et le visage amaigri, déchiqueté sur la route, et la carcasse fumante sur l'autre côté de la route, aux corps épars sur le pavé, une jeunesse meurt pour que vive la Hongrie.



D'un côté des obus, de l'autre des pierres, ou quelques fusils que l'on dissimulait, cachés on ne sait où. Et pourtant, devant la volonté, le vieil instinct de l'espèce, l'issue encore est incertaine.



L'Europe se tait.. Honte à cette Europe silencieuse. Et qui n'a pas conquis sa liberté.

PETOFI



A Budapest, un jeune ouvrier, son arme à la main, court vers l'immeuble devant lui. Une série de coups de feu qui claquent ; un seul a suffi. Il est fauché dans son geste, étonné devant la mort, et la balle seule l'immobilise dans l'action. A Budapest, une fille dans la foule, une mitraillette à la main, couverte de sueur et de poussière ; dans le regard, une flamme claire, qui chante et qui sourit. Tout autour d'elle, le chant s'enfle et reprend : la Marseillaise. 7 novembre 1956. A Paris carrefour Kosuth, pour répondre à l'appel de la Hongrie, une foule de manifestants se rue à l'attaque de l'immeuble du Parti Communiste. A sa tête, des Militants nationalistes.

Jusqu'au 3 novembre, le combat s'est livré contre l'Armée Rouge. Mais trop souvent, les troupes ont fraternisé avec les leurs, avec les

insurgés. Alors, de Roumanie, on a fait venir des troupes mongoles. Elles sauront s'y prendre. Dans leur avance, elles ne se soucieront ni d'un groupe qui a repris, pour les combattre, le nom d'un héros d'autrefois, Matthias Corvin, ni d'un peuple qui revendique son droit à l'Occident. La caserne Killian est reprise. Dans la rue, dans la neige un instant fleurie d'étranges corolles écarlates, la boue est revenue. Dans les égouts, dans les rues, de petits hommes jaunes font la chasse à l'homme blanc, avec des lance-flammes.

Ils ne sont plus qu'une poignée. Radio-Libre non identifiée, non localisée : « les combattants de la liberté sont très fatigués, mais l'enthousiasme est plus grand que jamais. Nous demandons que l'on agisse avant qu'il soit trop tard. Aidez-nous ! Sauvez notre





pays ». Le communisme revient à Budapest, pendant qu'à Munich, à Berlin, on promet des renforts. Mais, ni à Munich, ni à Berlin, ni en aucun pays, on n'enverra des renforts. Radio-Libre non identifiée, non localisée, 9 novembre 1956, 22 heures 15 : « Envoyez-nous des nouvelles. Dites-nous ce qui se passe. Nous avons besoin d'être informés. Dites quelques chose! »

Douze mille morts. Et puis une radio dont on avait oublié le nom. Le ministre de l'Agriculture lance un appel pour éviter que se gâtent les récoltes. On retourne au travail, en longeant les barbelés. Au-dessus des barbelés, des policiers. Les policiers tiennent des mitrailleuses. Mais dans les cellules du Régime, des garçons ont au cœur une découverte insoupçonnable : l'Occident au Combat. Ils ont quinze ans. Lorsqu'ils en auront dix-huit, on les fusillera.

Ce sont des souvenirs, ce sont aussi des hommes du présent. Hongrie 1956, symbole de la résistance Occidentale. Aujourd'hui, les morts de Budapest, la jeunesse assassinée nous est proche et familière. Un continent, une civilisation, un peuple, ne se remettent pas en question.

Ce sont des souvenirs, ce sont aussi des hommes du présent. On ne peut les effacer. Parce qu'ils croyaient à l'honneur, au geste, à l'espoir, leurs ombres et leur souvenir, défendent le glaive mieux que le bouclier. Eux dont la main était armée, qu'ils viennent et qu'ils arment la nôtre.

Paul FRÉDÉRIC





DIX ans après la révolte de Budapest, un de nos amis se rendait en Hongrie. Voici ce qu'il nous a déclaré — simplement, sincèrement :

— Quelle fut votre première impression en arrivant en Hongrie ?

— Celle d'un pays triste et terne. Tout est gris, sans relief. Les gens les maisons, les magasins. Ce n'est pas la misère, mais la gêne. Ce n'est pas la terreur mais la crainte.

— Avez-vous vu des traces de la révolte de 1956 ?

— En plein centre de Budapest on voit, sur les façades, d'innombrables traces de balles. Des immeubles entiers ont été détruits par les chars russes. Les traces de la bataille sont partout visibles.

— Dix ans plus tard, qu'en pensent les Hongrois ?

— Ils n'oublieront jamais que les Américains les ont laissé tomber. Les révoltés, c'est-à-dire tout le peuple et surtout les ouvriers, avaient une folle confiance dans l'Occident. Ils ont été trahis et n'espèrent plus rien de l'extérieur.

— Alors, quel est leur espoir ?

— Arriver, peu à peu, à réformer le communisme de l'intérieur. Ils semblent très intéressés par ce que Tito a fait en Yougoslavie. Les Hongrois détestent les Russes et souffrent de voir les dizaines de milliers de soldats rouges installés près du lac Balaton. Ils détestent aussi les dirigeants communistes, à la dévotion des Russes.

— Est-ce qu'il y a une résistance organisée ?

— Il y a d'abord une résistance passive de toute la population, résistance qui se marque par la chute brutale de la productivité. La bureaucratie ne fait rien, les récoltes ne sont pas faites, les usines tournent à peine. Mais tout cela se passe sans violence. Les 250.000 personnes qui ont fui la Hongrie en 1956 manquent cruellement au pays, comme manquent les 50.000 qui furent exécutées de 1948 à 1950. Non pas au moment de la Libération, mais bien après. Il y eut plusieurs vagues de terreur.

— Combien de vrais communistes en Hongrie ?

— 200.000 ont la carte du Parti, mais il y a d'innombrables opportunistes. Ce qui n'empêche pas le Parti de tout contrôler, même les charcuteries. Dans une bourgade



de 20.000 habitants je n'ai vu que trois boutiques privées, et encore il s'agissait d'artisans. Beaucoup de tractations ont lieu par l'économie parallèle, c'est-à-dire marché noir.

— Le Régime vous a-t-il semblé fort ?

— Absolument pas. Il s'occupe à peine de la jeunesse et essaie seulement de survivre, sans parvenir à endoctriner le peuple. Chacun « se planque » et on a l'impression d'une immense machine grippée.

— Le communisme peut donc disparaître en Hongrie ?

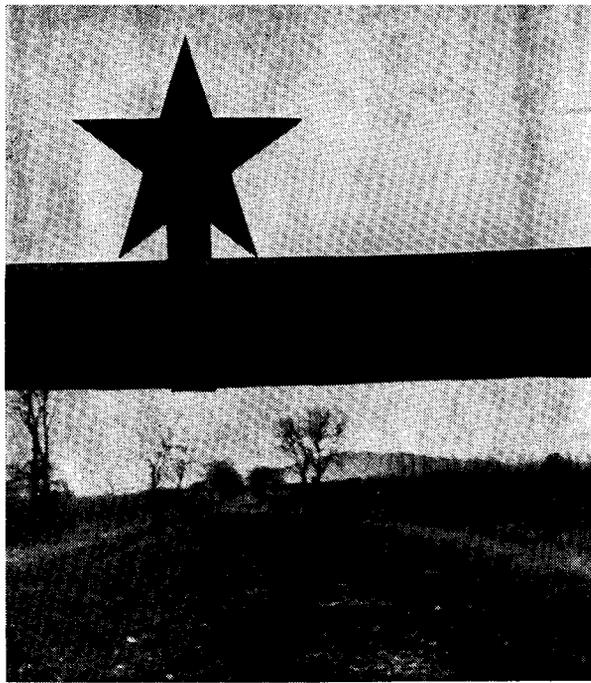
— Non, car il reste la présence de l'armée rouge. Et aussi la venue des touristes. Les touristes risquent de sauver le régime en Hongrie comme ils l'ont sauvé en Espagne, par l'afflux des devises. Il y avait cette année un million et demi de touristes. Le communisme ne progresse pas mais il s'installe. Il a peu de prises sur le peuple, mais l'opposition n'a aucun moyen.

— Personne n'oublie 1956 ?

— Personne.

*Propos recueillis par
Henri LANDEMER*

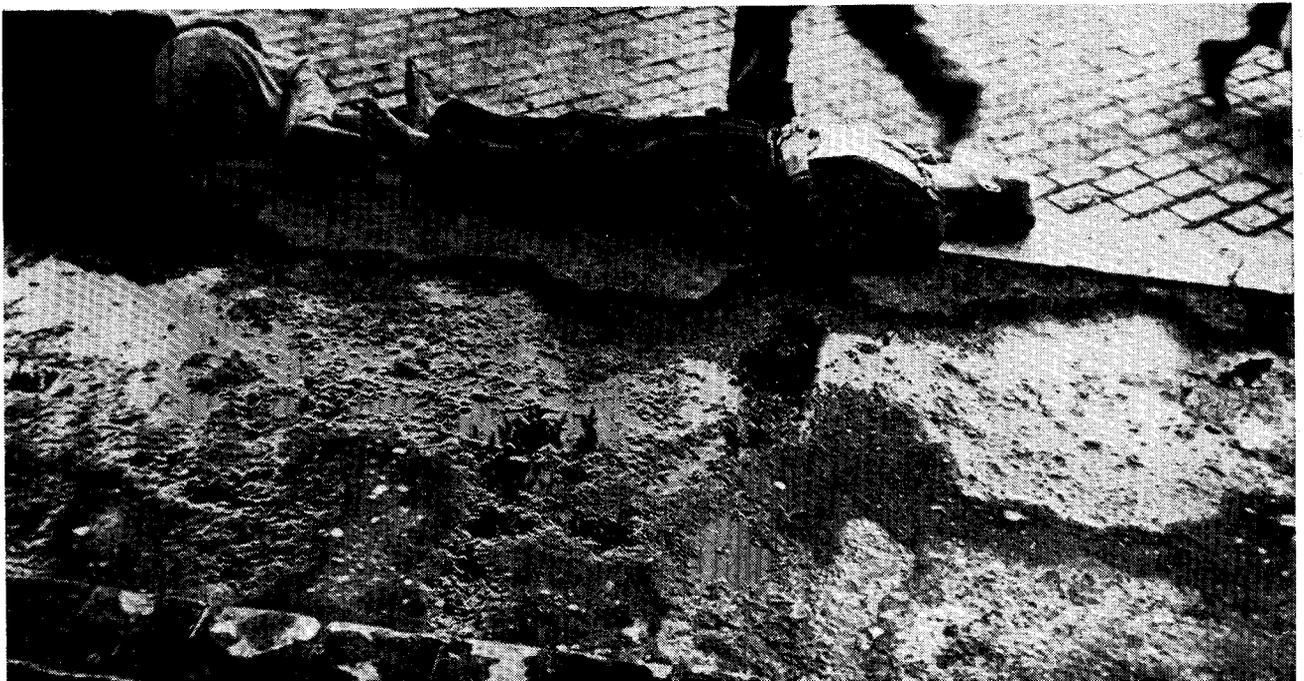




Nous n'avons pas le droit d'oublier ce que furent le soulèvement de Budapest et la révolte du peuple hongrois. Devant un tel courage et devant une telle répression, tous les hommes d'Occident eurent la même réaction de fraternité et d'indignation.

Dans « Paris-Match » du 15 décembre 1956, Raymond Cartier écrivait ces quelques lignes, qui nous paraissent, dix ans plus tard, la meilleure conclusion à cet article :

« L'Europe en deuil de sa force par sa faute n'a pas pu faire un geste pour l'un de ses peuples, pour l'une de ses provinces qui tentait désespérément d'échapper aux chaînes de l'Asie pour la rejoindre. Elle a au moins senti que le drame hongrois était son drame et non le drame des Nations-Unies devenues une assemblée de peuples de couleur, et non le drame de l'Amérique retournée à l'isolationnisme moral. L'unité européenne paraît plus éloignée que jamais quand on regarde les vagues de la surface. Mais une secousse profonde comme celle de la Hongrie révèle de grands courants profonds. »

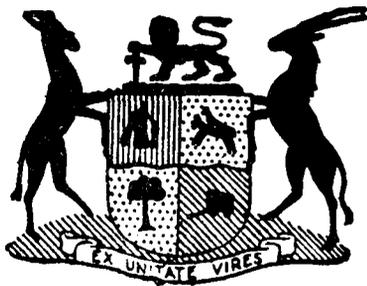


EXCLUSIF DE JOHANNESBURG UN ÉCRIVAIN NATIONALISTE SUD-AFRICAIN NOUS RACONTE L'ASSASSINAT DU D^r VERWOERD

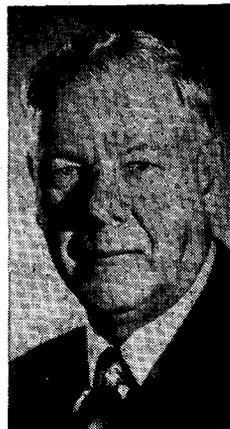
NOTRE tâche essentielle est de préserver l'existence d'une nation blanche dans ce pays. Toute nation a le droit inaliénable de sauvegarder ce qu'elle a bâti, tant pour elle-même que pour sa postérité. Telle est donc notre tâche.

NOUS qui sommes Blancs, nous nous dresserons, nous combattrons, et nous vaincrons en Afrique, de par la valeur de notre communauté, en même temps que nous donnerons leurs droits aux Noirs dont le destin est lié au nôtre. Le rôle des Blancs, même s'ils sont moins nombreux que les Noirs, est primordial. L'homme blanc est celui qui dirige et qui crée.

Dr HENDRYK FRENCH VERWOERD



LORSQUE fut assassiné le Dr Verwoerd, en pleine séance du Parlement de la République sud-africaine, même les pires ennemis de sa politique ne purent que rendre hommage à cet homme exceptionnel, ne purent que flétrir le geste odieux du criminel. Mais le silence suivit bien vite. Il ne fallait pas que ce crime puisse profiter à la cause de l'apartheid. Il ne fallait pas que cet assassinat protège de la haine meurtrière le Dr Vorster, successeur du Dr Verwoerd. Très vite, les journaux ont parlé d'autre chose. EUROPE-ACTION choisit, au contraire, de rendre au premier ministre martyr un tout particulier hommage. Et notre magazine a demandé cet article à un des fidèles compagnons du Dr Verwoerd. Camiel de Vleeschauwer, Européen de bonne race et Afrikaner de fraîche date, a accompli un long voyage de la Flandre qui l'a vu naître à l'Afrique du Sud où il enseigne maintenant. Son témoignage est celui de la fidélité. C'est aussi celui de l'espérance. Car le peuple boer ne saurait périr, pas plus que ne saurait s'éteindre le souvenir de son chef assassiné à son poste de combat.



CE fut un moment d'angoisse, de désespoir même. On venait d'annoncer que le Dr Hendryk French Verwoerd avait succombé, poignardé en pleine salle du Parlement. On se regardait, incrédules, le regard vide, désolé, Verwoerd, c'était plus qu'un homme, c'était une idée, un symbole, un espoir et une certitude. Il était tout cela pour nous, ses compagnons, mais il était devenu tout cela aussi pour le peuple et le pays, même pour ceux qui ne marchaient pas avec nous et, même pour beaucoup de ceux qui étaient contre nous : pendant les dernières élections, combien de fois avais-je entendu le même refrain, en allant de maison à maison, d'appartement en appartement : « Je déteste les nationalistes, mais je voterai pour Verwoerd ». Pauvres âmes, ils ne pouvaient pas vaincre leurs rancunes, mais ils donnaient leur confiance à Verwoerd, le symbole de notre nationalisme...



L'ASSASSIN

Les journaux ont titré en gros caractères que le Dr Verwoerd avait été assassiné « par un blanc ». Mais ils se sont bien gardés de publier la photo diffusée par l'agence U.P.I. C'est en réalité un Métis. Son père est un Arabe et sa mère une Noire.

On craignait ou on détestait l'idée, mais on avait confiance dans l'homme. Et maintenant, ce chef, cet homme n'était plus. Ah non, ce n'était pas tant la cruauté du meurtre qui nous paralysait. Il avait trouvé une mort digne de lui : poignardé au Sénat comme César, assassiné comme Guillaume le Taciturne, cette mort était inattendue pour nous, mais pas pour lui qui vivait depuis cinq ans avec le souvenir du premier attentat commis contre lui par un fou plein d'orgueil, de haine et de fausse religiosité.

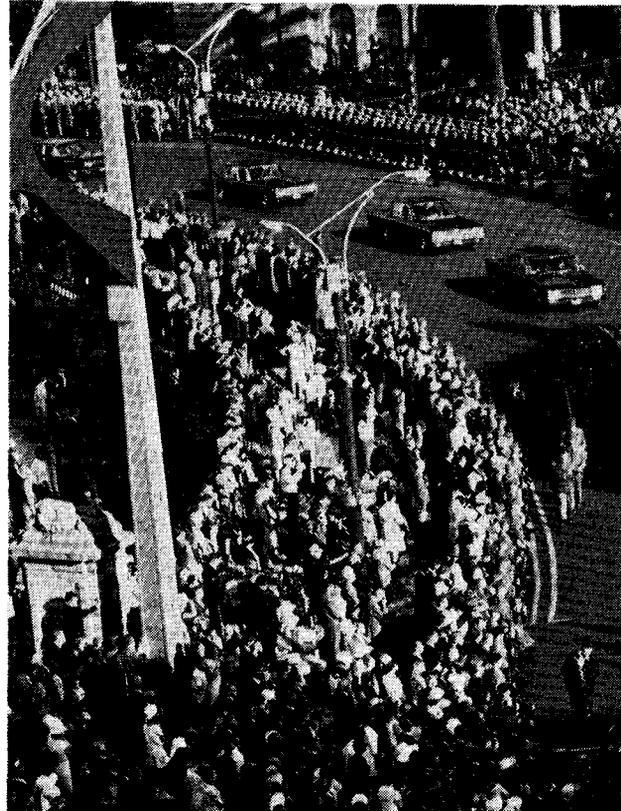
Ce qui nous frappait, c'était surtout le fait qu'il disparaissait au moment où la victoire était en vue, au point crucial où la balance commençait à pencher en sa faveur.

A l'intérieur, les Bantoustans commencent à prendre forme. Mantanzima, au Transkei, avait compris le rêve de Verwoerd, la générosité du nationalisme qui accorde aux autres ce qu'il revendique pour lui-même. Le Bantou Mantanzima, réaliste et nationaliste, est maintenant le meilleur avocat de l'apartheid parce qu'il sait que les chefs blancs tiendront leur parole au lieu de multiplier les seules promesses, comme le clown Wilson. Le chef noir Jonathan, premier ministre de Basotoland, le dernier à avoir eu un entretien officiel avec le Dr Verwoerd, avait compris lui aussi : au lieu de se conformer aux conseils intéressés des Chinois, des Russes, des Cubains ou des Arabes, l'incitant à la haine et à la provocation, il préféra croire en l'honnêteté de l'Afrique du Sud. Il fut un des premiers à envoyer ses condoléances, comme il fut un des premiers à envoyer ses félicitations au nouveau ministre.

L'œuvre de Verwoerd prenait forme : une collaboration de toutes les nations de l'Afrique australe, basée sur une communauté d'intérêts et un respect mutuel, où chacun peut progresser selon son propre génie.

Verwoerd avait gagné la partie en Rhodésie aussi. Au moment même où Wilson se voyait dénoncé par ses « amis » noirs désabusés pour ce qu'il est : un menteur et un charlatan, il restait l'arbitre de la situation, répétant sa devise célèbre : « pas d'intervention dans les affaires d'autrui ». Il aidait la Rhodésie à surmonter le boycott et... sauvait la face de Kaunda par l'envoi de marchandises que celui-ci refusa d'acheter à Ian Smith.

Grâce à Verwoerd, l'indépendance rhodésienne est garantie et Kaunda s'aperçoit qu'il vaut mieux s'en-



MESSAGE DE DOMINIQUE

Je tiens à vous faire part des plus sincères suite de votre désignation au poste de chef du g

Nous sommes certains que vous poursuivrez au nom du Docteur VERWOERD, dont la mort no

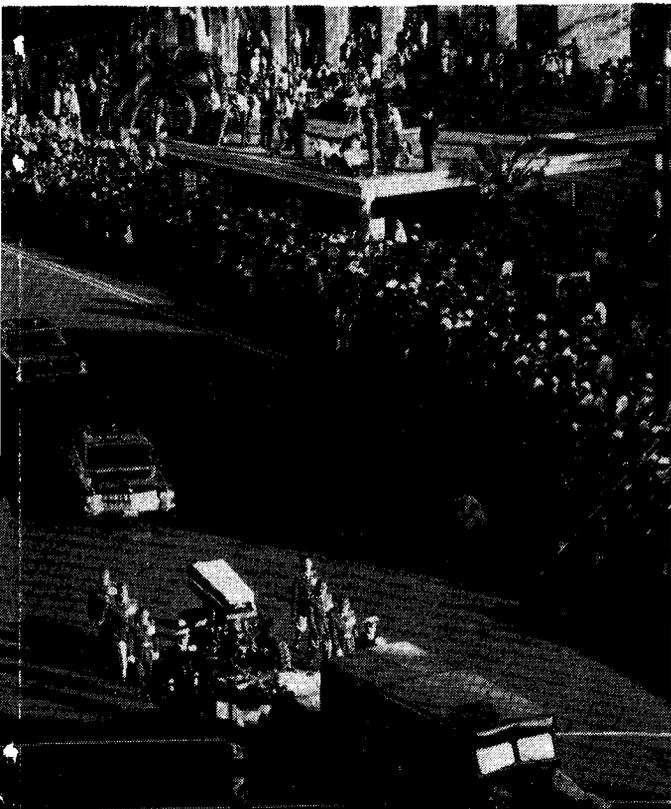
De votre action, Monsieur le Premier Ministre si nombre d'entre eux, trompés par des idéologies

Il est nécessaire que vous sachiez que, partout qui mettent en vous et dans le peuple Afrikaan u sans compter. Nous savons qu'une défaite ou une victoire pour l'ensemble du monde blanc. Te

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier

tendre avec des soi-disant ennemis, qu'être dupé par ses « amis ».

La cour de La Haye avait donné raison au Dr Verwoerd. Les accusateurs hypocrites avaient dû abandonner leur accusation concernant l'injustice de l'apartheid. Ils avaient refusé l'offre de se rendre sur place afin de faire une comparaison entre la situation de l'Ethiopie par exemple et celle de l'Afrique du Sud. Verwoerd, qui s'était tu pendant la séance du parlement, allait prononcer un grand discours pour définir sa politique extérieure aussi bien qu'intérieure.



VENNER AU Dr VORSTER

*félicitations de tous les nationalistes de France à la
gouvernement de la République Sud Africaine.*

*L'œuvre de paix et de civilisation qui restera attachée
à vous a remplis de tristesse et de colère.*

*Le monde, dépend l'avenir de tous les hommes blancs, même
les plus perverses, n'en sont pas conscients.*

*Le monde, dans le monde, vous comptez des amis irréductibles
qui ont une grande part de leurs espérances et vous soutiennent
jusqu'à la victoire d'un seul d'entre nous est une défaite ou
une victoire. Elle est la règle qui dicte notre comportement.*

Dr Ministre, à mes très fidèles et très respectueux sen-

Dominique VENNER

C'est à ce moment que frappait la main d'un assassin. Des coups de poignard mettaient fin à la vie du plus grand homme d'état de la dernière moitié du XX^e siècle. L'architecture mourait avant de voir sa vision réalisée.

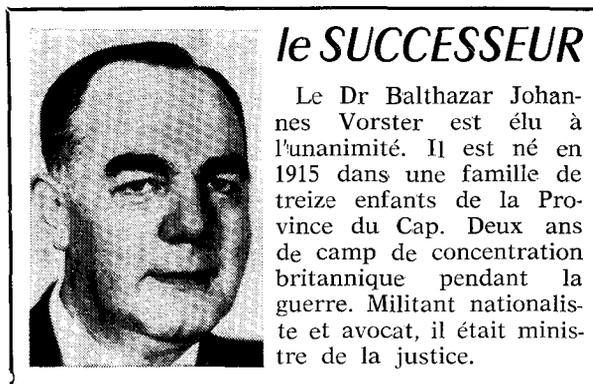
Les « mondialistes » de toute couleur reprenaient haleine et espoir. Pas pour longtemps, cependant. Mardi 13 septembre, le parti nationaliste investissait Balthazar John Vorster comme chef du parti et premier ministre. Les « mondialistes » pouvaient se ronger les doigts. Si Verwoerd était de granit, Vorster est d'acier.

Général de l'Ossewa Brandwag, un mouvement de résistance pendant la guerre, il aime faire du bon travail quand il entreprend une tâche. Comme ministre de la justice, il a exterminé les groupes de sabotage d'its « Mouvement africain de résistance ». Il a réussi à ridiculiser le parti communiste, à tel point que ses militants, dégoûtés, devinrent les accusateurs de leurs propres chefs. Des agents secrets de Vorster furent envoyés par le parti communiste vers Moscou, où ils ont reçu un entraînement de sabotage ! Leur code clandestin, leurs ramifications extérieures, leurs plans ultra-secrets sont tous tombés dans les mains des hommes de Vorster. Désorganisé, et démoralisé, le parti communiste est maintenant pourri, fini. Pourtant, Vorster n'a pas l'ambition de devenir dictateur. Son seul désir consiste à faire vivre dans la paix et la prospérité tous les Sud-Africains, blancs, noirs et métis. S'il veut conserver l'identité de son propre peuple, qui peut le blâmer ?

Dur et pur, croyant en Dieu et, en lui-même, trempé dans une lutte séculaire pour son existence, l'Afrikaander est comme le catalysateur de ce creuset, qu'est l'Afrique Australe.

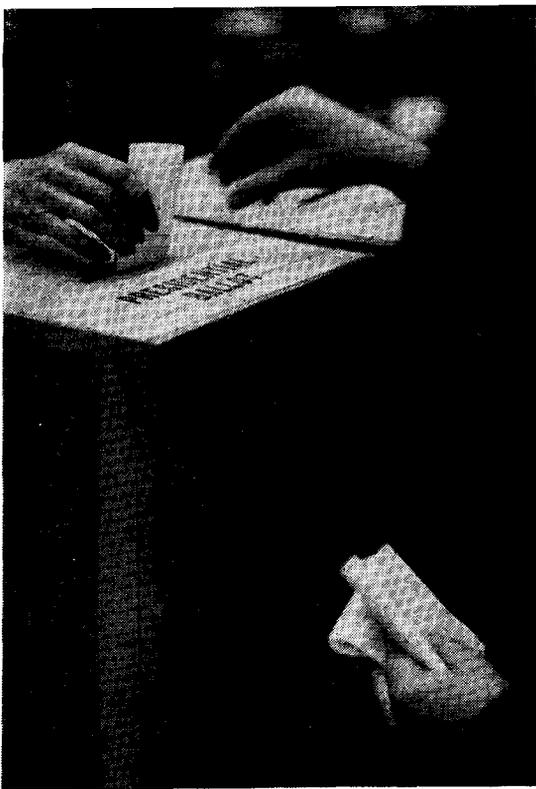
Et Vorster n'est que le chef de file de ce peuple.

Camiel DE VLEESCHAUWER 



le SUCCESSEUR

Le Dr Balthazar Johannes Vorster est élu à l'unanimité. Il est né en 1915 dans une famille de treize enfants de la Province du Cap. Deux ans de camp de concentration britannique pendant la guerre. Militant nationaliste et avocat, il était ministre de la justice.



U.S.A.

8 novembre 1966

les
Américains
vont choisir
leurs
représentants
démocrates
ou
républicains



LES HOMMES DU PRÉSIDENT JOHNSON SERONT-ILS BATTUS ?

LES Américains vont voter le 8 novembre pour le renouvellement total de la Chambre des Représentants, qui se compose de 435 députés. Ils vont voter également pour la désignation de 35 sénateurs et de 35 gouverneurs d'Etat.

Sans avoir le caractère décisif des joutes électorales d'une année présidentielle, ces scrutins présentent un intérêt incontestable. Ils permettent à mi-chemin d'un terme présidentiel, de prendre le pouls politique de la nation américaine.

Le parti démocrate détient actuellement partout la majorité : à la Chambre des Représentants, où il possède 294 sièges ; au Sénat, où il en occupe 68 sur 100 ; les U.S.A. comportent cinquante Etats et trente-trois d'entre eux sont gouvernés par des démocrates ; dans les assemblées législatives des Etats, on compte dans l'ensemble

deux fois plus de démocrates que de républicains.

Normalement, lors d'un scrutin comme celui de novembre, entre deux « présidentielles », le parti d'opposition à celui du président en exercice gagne partout des sièges. Les républicains en gagneront donc un certain nombre cette fois : le tout sera de déterminer si ce gain sera assez important pour signifier que le parti des Nixon et autres Romney — mais qui fut aussi le parti de Joe Mac Carthy et du général Mac Arthur — a des chances de reprendre la Maison-Blanche aux démocrates en 1972, voire déjà dans deux ans.

Il est évident que, sur le plan de la défense de l'Occident, et plus encore sur celui des idées, l'arrivée à la présidence d'un républicain du type Nixon ou Romney ne changerait pratiquement rien en l'état ac-

tuel des choses. Richard Nixon, bien qu'il fut courageux, admirable même, dans les débuts de sa carrière politique, a par la suite trop mis d'eau dans son vin pour que celui-ci reste encore buvable ; quant à George Romney, il appartient à l'exécrable branche libéralo-nordiste du G.O.P. (le Great Old Party, le « grand vieux parti » républicain) que domine le groupe new-yorkais Rockefeller-Javits.

On doit se souvenir que c'est ce groupe, peu populaire à l'échelle nationale américaine, mais soutenu par beaucoup d'argent, qui fut le grand responsable de l'échec électoral de Barry Goldwater en 1964. De même que, précédemment, les Rockefeller firent nommer Eisenhower au lieu de Taft comme candidat républicain à la présidence en 1952.

Or, à la suite de la défaite de Goldwater, et de l'éviction de son parti de différentes personnalités conservatrices, ce groupe « libéral » a repris plusieurs des postes de commande du parti républicain.

Différents mouvements de population font toutefois que New-York (la ville comme l'Etat) perd graduellement de son importance au profit de la Californie.

La Californie, déjà plus peuplée que New-York, est l'Etat américain de demain. Economiquement, et

sans doute politiquement. Son essor commercial, scientifique est considérable. Elle est le « cerveau » des treize Etats de l'Ouest. Et les progressistes dénoncent tant et plus le sud du « Golden State », citadelle paraît-il de la « John Birch Society »...

Les manifestations pro-vietcong à l'Université californienne de Berkeley et les sanglantes émeutes nègres de Watts, banlieue de Los Angeles, ont-elles indirectement servi Ronald Reagan? On le dit.

Ancien acteur de cinéma qui se joignit il y a deux ans au mouvement Goldwater, Reagan a été nommé, à une écrasante majorité, candidat républicain à l'élection au poste de gouverneur de la Californie le 7 juin dernier. Le 8 novembre, il affrontera le sortant Edmund G. Brown, dont les actions sont en baisse très nette.

Il est clair qu'une victoire électorale de Ronald Reagan contre Brown constituerait, pour les nationaux américains, un succès considérable. Le seul fait de sa nomination représente déjà un succès. Dans un article publié par « Los Angeles Times », Barry Goldwater remarqua : « L'impressionnante victoire de Ronald Reagan le 7 juin apparaîtra, je crois, comme la première étape majeure de la plus grande renaissance conservatrice que ce pays ait vue. Elle sonne le glas du commencement de la fin de la tendance archilibérale qui a décidé de transformer la république américaine en société collectiviste. Les Américains ont subi tout le

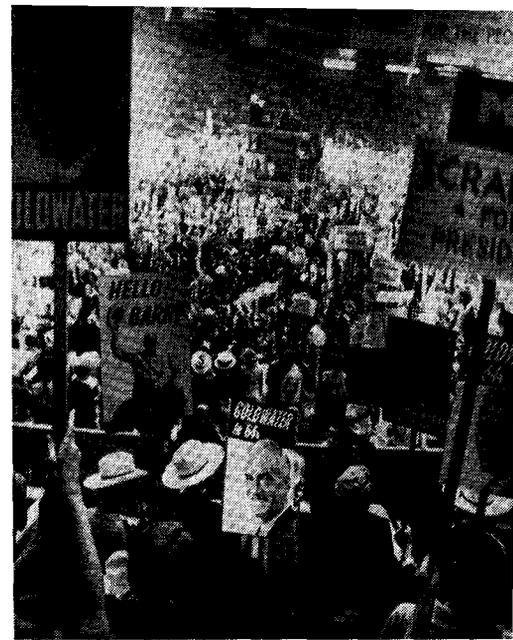
libéralisme qu'ils pouvaient supporter. L'élection primaire de Californie leur offrait une grande occasion d'exprimer leurs sentiments aux urnes ».

Dans le système politique américain, la nomination d'un candidat à un poste représentatif est toujours précédé d'une élection primaire. C'est au cours d'une telle élection que M^{me} Lurleen Wallace, épouse de l'actuel gouverneur d'Alabama, fut triomphalement nommée candidate au poste de gouverneur par les démocrates. Il ne fait aucun doute que M^{me} Wallace l'emportera le 8 novembre, le parti républicain étant faible dans cet Etat.

Remarquons, au demeurant, que les étiquettes « démocrate » et « républicain » ont pris aux Etats-Unis une signification très élastique. C'est ainsi que l'on peut dire que Ronald Reagan et M^{me} Wallace appartiennent à la même famille nationale, tout comme le démocrate Brown et le républicain Rockefeller font partie du même clan internationaliste.

Qu'ont montré encore les élections primaires? Dans le Maryland, le candidat démocrate au poste de gouverneur est George P. Mahoney, opposé au « pouvoir noir »; cela prouve que le Sud est las de la dictature des prétendus « droits civiques ». Au New Jersey et ailleurs, les candidats « pacifistes » ont été écrasés : l'Amérique demande la victoire au Vietnam. Ce sont là des signes encourageants.

Pierre HOFSTETTER



L'ombre
de
Goldwater
est-elle
un stimulant
malgré
la présence
de
Johnson ?



LE TOUR DE VIS DE MICHEL DEBRÉ

La loi de Finances a pour objet de fixer chaque année le montant des dépenses de l'Etat et, en contrepartie, de déterminer le volume des recettes envisagées, ce qui, en fait, revient à porter à la connaissance des contribuables le mode de sauce auquel ils seront dévorés.

Toutes les ménagères, tous les industriels, les commerçants, les artisans, nombres de professions libérales, agriculteurs et salariés de toutes catégories, en un mot, tous les Français, ont pour habitude de fixer leurs dépenses en fonction de leurs recettes. Cette méthode, qui relève du bon sens le plus élémentaire, n'est malheureusement pas retenue par l'Etat.

En effet, le gouvernement procède de façon inverse, puisqu'il commence par fixer les dépenses. Lorsque celles-ci sont arrêtées, le grand Argentier s'efforce de trouver les ressources nécessaires pour assurer leur financement : c'est alors que le contribuable, qui paie les frais de l'opération, est plus ou moins pressuré.

Le budget 1967, sur le papier tout au moins, est équilibré, c'est-à-dire que les prévisions de recettes sont suffisantes pour assurer le règlement des dépenses : pour retrouver l'expression des techniciens du Service des Finances, il n'y a donc pas « d'impasse budgétaire ».

En premier lieu, il convient, tout d'abord, de s'assurer que les dépenses sont correctement chiffrées, sinon il en résulte un dépassement qu'il convient, bien sûr, de couvrir, soit par un appel supplémentaire au portefeuille du contribuable, soit par le fonctionnement de la planche à billets.

Il convient donc de poser la question : le budget est-il complet ?

Sous la IV^e comme sous la III^e République, les budgets ne comportaient que peu de comptes spéciaux. Il s'agissait, en l'occurrence, des postes autonomes, tels que « Légion d'Honneur », ou « Poudres et Salpêtres ». Or, cette année, les com-

ptes spéciaux se sont multipliés, et M. Debré a omis de les faire figurer dans sa présentation comptable. Si l'on ajoute ces comptes spéciaux au budget présenté par le Ministre des Finances, l'on constate que le total des dépenses passe de 117,5 milliards de francs, à 151 milliards.

Il convient d'admettre que ces comptes spéciaux sont financés par des recettes qui ne relèvent pas de l'impôt. Mais il n'en est pas moins vrai que le déficit accusé par ces budgets est comblé par l'Etat.

Lors de la présentation du budget à la presse, M. Debré a été dans l'obligation d'avouer que l'augmentation des tarifs publiés l'an prochain, toujours à l'étude, sera « modérée » et inférieure à la hausse générale des prix.

L'on constate que, malgré la perspective des élections législatives, la majorité actuelle ne peut nier que le relèvement des tarifs des services publics sera inévitable en 1967...

Quant à l'importance de ces augmentations nous pouvons dès maintenant parier qu'elle ne sera fixée qu'après les élections. Décidément, les hommes de la V^e République n'ont pas répudié les habitudes de leurs prédécesseurs !

En tout état de cause, les Français n'ont pas à se bercer d'illusions. Après les élections, ils auront droit à un nouveau tour de vis.

Si l'on compare le budget de 1967 à celui de 1966, l'on remarque que l'accroissement des dépenses publiques est particulièrement important, puisqu'elles passent de 106,186 milliards à 117,165, soit une augmentation de 10,34 %.

Or, M. Debré a précisé que les traitements des fonctionnaires seraient majorés, en 1967, de 4,50 % par rapport à 1966.

Il est indiscutable qu'existe entre ces pourcentages un déséquilibre démontrant que le train de vie de l'Etat augmente deux fois plus que la progression du revenu de ses agents. Et le revenu des autres Français augmentera-t-il en 1967

dans la même proportion que les dépenses nationales ?

Il semble que, dès maintenant, l'on puisse affirmer sans risque d'erreur que si les salaires des fonctionnaires ne s'élèvent que de 4,5 % en 1967, les salaires du secteur privé n'augmenteront pas de 10,34 %.

Si l'on s'en tient aux promesses du Ministre des Finances quant à l'augmentation « modérée » des tarifs publics, (relèvement inférieur à la hausse générale des prix), l'on peut également soutenir que le coût de la vie montera moins vite que le budget de l'Etat.

L'on ne peut donc que le constater avec tristesse : la part de l'Etat pèsera en 1967 davantage encore sur le revenu national, par conséquent sur les contribuables.

Quant aux recettes, tout démontre que la pression fiscale s'aggravera en 1967.

S'il est exact que la loi de finance prévoit un relèvement de 5 %, des tranches en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques, il ne faut pas oublier que cette disposition ne s'applique, en fait, que pour les revenus inférieurs à 50.000 Francs, puisqu'une majoration de 5 points sera appliquée aux deux tranches les plus élevées du barèmes, et passeront de 55 % à 60 %, puis de 65 % à 70 %.

Or, cette disposition intéresse, d'après Monsieur Debré, environ 70.000 contribuables, ce qui n'est pas négligeable.

La suppression du demi-décime applicable au revenu supérieur à 50.000 Francs entraîne une diminution des recettes très inférieure à la majoration retenue en 1967 pour ces mêmes revenus.

D'autre part, il ne faut pas oublier que par le jeu des « tranches imposables », la progression de l'impôt est toujours supérieure à celles des revenus. C'est ainsi qu'un fonctionnaire qui sera augmenté de 4,50 %, paiera, en 1967, plus d'impôt qu'en 1966, et ce malgré le relèvement de 5 % des tranches.

Il ne faut pas oublier que la loi de Finances prévoit un certain nombre d'augmentation de taxes, par exemple le prélèvement opéré sur le gain des parieurs au tiercé, qui passe de 6 à 10 %, ou le droit perçu à l'occasion de la délivrance de permis de conduire. (Augmentation de 10 à 15 Francs.) Aucune disposition ne prévoit la suppression de la taxe complémentaire, que ces

messieurs de la V^e République s'étaient engagés à supprimer le 31 Décembre 1961, en application des dispositions de la loi du 28 Décembre 1959.

Au temps de la III^e, puis de la IV^e République, les gouvernements avaient pour habitude d'inclure dans la loi de Finances un certain nombre de dispositions fiscales très impopulaires que le Parlement n'aurait jamais voté, s'il n'avait eu la main forcée lors de la discussion budgétaire.

Sur ce point la V^e République n'a rien à envier de ses ancêtres. Depuis le retour du Général De Gaulle au pouvoir, l'U.N.R. nous a gratifiés de dispositions dont les contribuables ont pu apprécier le caractère particulièrement démocratique.

C'est ainsi que la loi des Finances du 21 Décembre 1963 a prévu une pénalisation de 100 % en cas de rétrécissement des bénéfices d'un commerçant ou artisan ayant opté

pour l'imposition d'après les bénéfices, alors qu'il relevait du régime forfaitaire.

La loi de Finances du 23 Décembre 1964 portait, en son article 37, une disposition tendant à cumuler purement et simplement les effets d'un arrêt rendu le 15 Juillet 1964 par le Conseil d'Etat ayant sanctionné sans appel les agissements illégaux des brigades polyvalentes.

A noter que cet article 37 a été pris en violation des dispositions de l'article 2 du code civil, lequel dispose que la loi n'a pas d'effet rétroactif.

Il est vrai que, depuis longtemps, les Gaullistes ne s'embarrassent plus de considération de cet ordre.

Cette même loi des Finances, toujours dans le but d'annuler les jurisprudences résultant des sentences rendues par le Conseil d'Etat, n'hésitait pas, en son article 23, à édicter des dispositions ayant pour effet d'annuler l'arrêt du 20 Mai 1964, rendu à la suite d'un recours pour

excès de pouvoir, annulant les instructions administratives qui avaient précisé les modalités suivant lesquelles devaient être conduits les travaux de la révision des évaluations foncières des propriétés non bâties.

Là encore, U.N.R. et Giscardiens n'ont pas hésité à transgresser les dispositions de l'article 2 du Code Civil.

Bien que, présentement, la Loi de Finances ne porte aucune disposition aussi abjecte, nous ne désespérons pas de l'imagination de M. Debré et de ses amis, et nous ne manquerons pas de vous tenir au courant de leurs élucubrations.

L'examen du budget de 1967 permet donc de constater que les dépenses de l'Etat augmenteront davantage que le revenu national, ce qui se traduira par une aggravation de la charge fiscale et probablement aussi par une poussée inflationniste. Deux conséquences dont les contribuables feront les frais.

Puisque nous arrivons au terme de la législature, il paraît intéressant de dresser le bilan des accroissements de dépenses dont nous a gratifiés la majorité gaulliste.

Nous constatons que, depuis 1963, les dépenses de l'Etat ont augmenté de la façon suivante :

1963 :	+ 10,68 %
1964 :	+ 8,81 %
1965 :	+ 6,85 %
1966 :	+ 6,59 %
1967 :	+ 10,34 %

Qui donc, après ce simple énoncé de chiffres, oserait soutenir que le Gouvernement pratique une politique de stabilisation ?

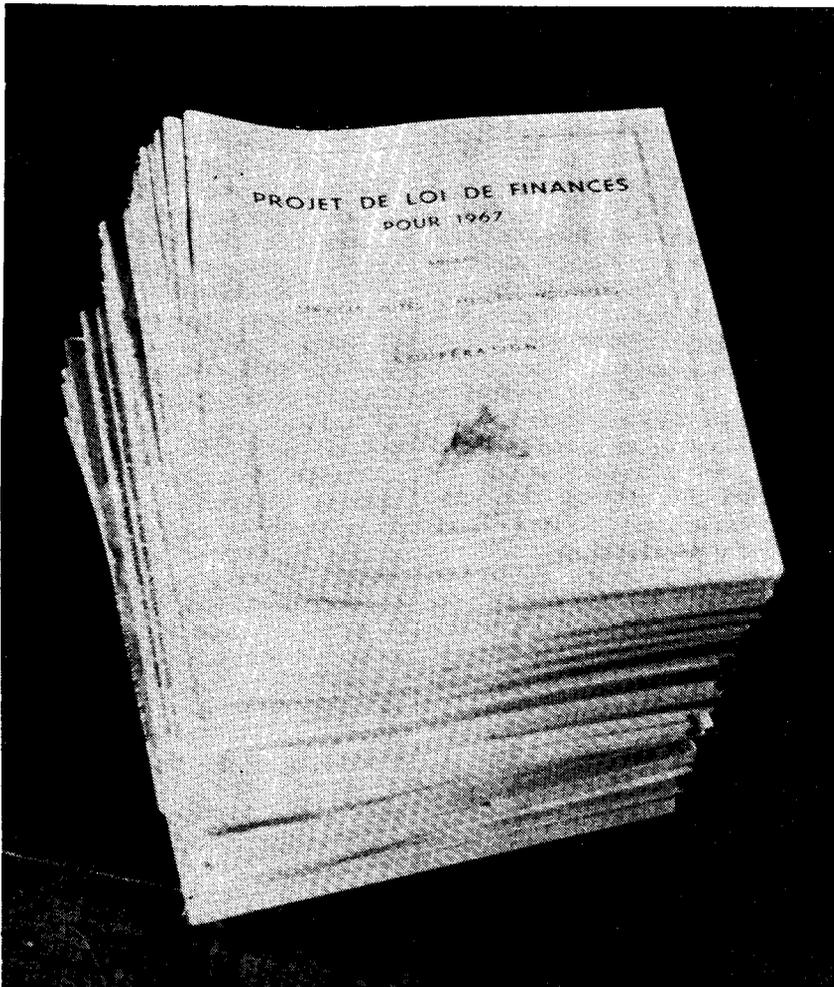
Or, depuis 1963, les salaires des fonctionnaires ont augmenté de 4 % par an. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est M. Debré.

Ce rapprochement nous permet de conclure que l'Etat gaulliste dévore de plus en plus les facultés contributives des Français.

L'U.N.R. et les Gaullistes de tous poils sont peut-être satisfaits de ces résultats. Nous ne saurions l'affirmer après les remous enregistrés au sein de la majorité, et que ces messieurs ne peuvent plus cacher à l'opinion publique.

Quant à nous, il nous paraît indispensable d'éclairer les électeurs sur les agissements de ces mauvais bergers.

Pierre LAMOTTE



la rentrée scolaire

UN "PROF" ACCUSE LES PROFS



A la veille de la rentrée universitaire, notre collaborateur Jean-Claude Rivière, agrégé de lettres, brosse le portrait des nouveaux « maîtres à penser » qui prétendent régenter l'Université en 1966, sous le règne de Christian Fouchet.

L y a des lieux où souffle l'esprit, écrivait jadis Barrès. Pour le commun des mortels, l'Université est une de ces places bénies des dieux. Ses membres ne seraient tous que des hommes épris de beauté ou passionnés de vérité qui auraient pour mission de répandre la lumière dans l'esprit de leurs disciples.

LA REALITE est assez différente au moins dans le primaire et le secondaire. On a affaire, avant tout, à des croyants. Ils participent à une Religion et à une Révélation : le marxisme, ou plutôt son expression fondamentale et un impératif catégorique : l'enseignant est « de gauche », comme le paysan médiéval était chrétien et comme M. Jourdain faisait de la prose. Il y en a de toutes les variétés : communistes chinois, russes, PSU (particulièrement nombreux) SFIO, progressistes chrétiens, Front popu (Hernu) enfin représentants de tous les clubs et « ateliers » républicains que M. Mitterrand essaie de regrouper sous sa houlette. On trouve même des espèces attardées, survivances d'autres âges, sorte de marsupiaux politiques : des blanquistes, des trotskystes...

L'ADHESION à la Religion prend forme concrète : c'est l'inscription à un syndicat laïque : le SNES, ou chrétien : le SGEN. Elle a ses saints, ses martyrs, ses apôtres, ses confesseurs de la foi, ses prophètes. Elle a son culte, avec ses rites ordinaires : réunions syndicales et la grève annuelle de 24 heures pour entretenir la flamme révolutionnaire, souvent défaillante, et extraordinaires : ce sont les cérémonies à la mémoire des victimes de l'OAS, du fascisme, de la barbarie yankee... Le lieu de ce culte est la salle des professeurs où les panneaux syndicaux sont souvent consacrés à autre chose qu'aux activités professionnelles.

L'ENSEIGNEMENT est plein de commisération et de mansuétude pour le fellagha, pour le Baluba amateur de bonne sœur, pour l'assassin de la vieille rentière ou le sadique éventreur de fillettes, en qui il voit non des coupables, mais des victimes du colonialisme et du capitalisme. S'il bée d'admiration

devant le masque guinéen, la statue bamiléké, ou la vénus hottentote, il est rempli d'une haine farouche, inexpiable, à l'égard du « fasciste ». Traquée depuis vingt ans, toujours terrassée et toujours renaissante, c'est l'hydre de Lerne de l'Hercule progressiste. Au fasciste, on ne reconnaît rien : ni liberté, ni droit, ni talent. D'ailleurs, M. Sartre, un des docteurs de cette Eglise, l'a lumineusement démontré, le fasciste ne saurait avoir de talent, il est contre l'intelligence : une telle opinion ne relève pas de la pensée politique, mais du délit de droit commun. Un de nos collègues, adversaire de la peine de mort, qui se félicitait de l'exécution de Bastien-Thiry, me répondit, comme je lui faisais remarquer la contradiction entre son attitude et ses principes : « puisqu'elle existe, autant s'en servir contre nos adversaires ».

DANS de telles perspectives, l'enseignement de l'histoire prend une allure bizarre. Pour les époques éloignées, il a une tournure scientifique : le miracle grec s'explique par le bleu du ciel, le génie militaire romain par la forme de la botte italienne, la religion celtique par l'existence de nombreux chênes en Gaule, le destin impérial de l'Angleterre par sa position insulaire. Pour les trente dernières années, l'histoire scientifique retrouve la tradition de Tite Live et de Plutarque : la vérité, le droit, la justice étaient du côté de la démocratie et de ses cotés : Churchill, Roosevelt, Staline, De Gaulle. Le mal était de l'autre côté — Pétain est un traître — il l'était déjà à Verdun, mais De Gaulle aurait failli de Montcornet se retrouver à Berlin, si les partisans de l'Allemagne ne l'avaient pas arrêté en chemin. Hitler a exterminé 15 millions de personnes dans ses camps de la mort ; mais en 44, en France et en Europe occidentale, il n'y a pas eu d'exécutions sommaires (authentique !). Staline ne conviait les gens d'aller voyager en Sibérie que pour y faire du tourisme.

ON nous a assez dit que la détermination implacable des intellectuels de tout genre, jointe au courage civique du peuple français et aux fesses de Brigitte Bardot, avait fait reculer les factieux de l'OAS, et les méchants paras.

Or, il ne semble pas que, dans le domaine moral, les enseignants fassent preuve d'une virilité particulièrement remarquable. Depuis quelques années, leur situation se dégrade à une vitesse accélérée et ils n'ont rien fait pour y remédier. Le plus souvent, ils se contentent de voter des motions ou de se livrer à quelques manifestations sporadiques et parfaitement inefficaces.

LORS de la guerre d'Algérie, aux ÉMOR à Saumur, puis dans une unité opérationnelle en AFN, je pus constater l'absence des garçons qui avaient fait leurs études avec moi. Depuis, cette première impression n'a fait que se confirmer. Il y eut certes des exceptions, mais les enseignants se débrouillèrent assez bien pour laisser la gloire ensoleillée des djebels aux métallos de Billancourt et aux paysans de Normandie. On les trouvait rampants dans l'aviation, videurs de bassins dans les hôpitaux, scribouilleurs dans les multiples bureaux militaires, en particulier, à l'action psychologique, qui, notamment sous le gaullisme, fut un repaire de progressistes de tout poil, ce qui explique sans doute la production de ces affiches insanes qu'il nous fallait aller coller sur les portes des mechtas. Certes, cette guerre colonialiste n'était pas la leur, mais outre qu'un séjour en Algérie eut peut-être modifié leurs conceptions, ils eussent ainsi partagé les fatigues de ce peuple dont ils parlent tant et qu'ils n'ont jamais vu que de loin et qui, lui, n'avait pas la possibilité de se défilier.

CES quelques réflexions sont plus amusées qu'indignées : mais cette démission intellectuelle et morale de ce qui devrait être la tête du pays n'en demeure pas moins grave. Dans la décadence de la France et de l'Occident, la responsabilité de ces « élites » est lourde. Et si un jour les Chinois campent dans la cour de la Sorbonne, c'est à ces gens là que nous devons demander des comptes en premier.

Jean-Claude RIVIÈRE 



SPORT

LE KARTING

« Aux gamelles ! ». C'est le cri triomphant du camarade plus expérimenté qui voit le kart quitter la piste et s'arrêter dans les bottes de paille. « Il ne faut jamais se retourner », dira-t-il plus tard avec l'air docte et assuré que confère une longue pratique.

« Il faut bien d'écerner deux choses », m'a confié Monsieur Chatterre, président fondateur du Kart Club Paris-Seine, « l'activité commerciale qui est, ni plus ni moins, un manège forain, et que tout le monde connaît, et l'activité sportive, que l'on méconnaît le plus souvent ».

IL y a quelques cinq ans, le karting était une mode, au même titre que le hulla hoop et le scoubidou. Et, de Deauville à Antibes, lorsque le temps ne permettait pas de se dorer sur la plage, on faisait la queue aux stands de départ de ces courses pour gagner de petits. Les temps ont changés, les snobs préfèrent la mini-bicyclette. C'est moins dangereux et cela coûte moins cher.

Ceux qui restent, les durs et les purs, ne craignent plus rien. Les pistes sont désormais débarrassées des coureurs du dimanche et l'on se retrouve entre gens de la même race.

On se fait trop facilement une idée fautive du karting. C'est, pour beaucoup, un billet de 10 francs que l'on sacrifie pour se traîner à moins de 30 kilomètres à l'heure sur une piste mal entretenue. La hauteur et l'envergure de l'engin donnent au profane une impression de vitesse qu'il perdra vite sitôt qu'il aura pris un chronomètre.

Le karting, ce n'est pas cela du tout. C'est d'abord un engin que l'on achète (on en trouve actuellement pour 100 francs nouveaux) ou que l'on fabrique soi-même avec un vieux moteur de scooter et quelques tubes. Et puis, c'est une licence payée 40 francs, qui justifie



la dénomination du sport. Il faut une licence pour faire du football, du basket, du hockey. C'est donc un barrage moral qui arrêtera les éventuels fumistes. Le karting, c'est aussi un co-équipier qui vous relaie. Il est difficile de rester plus de vingt minutes sur un kart sans ressentir le besoin de se reposer quelques instants. Les muscles sont tendus. Les pieds sont crispés. Le coup d'œil doit être vif. Un virage est si vite raté ! Votre compagnon

est indispensable pour vous pousser au départ. Un kart ne part pas tout seul. Les démarreurs électriques sont des perversions du plus mauvais goût. Enfin le karting, c'est une piste sur laquelle on se rend tous les dimanches.

D'heure en heure, de jour en jour, on progresse. On change d'engin, on le bricole, on tente de le faire rouler un peu plus vite. Alors, c'est la compétition. Toutes les semaines, en France, il y a des courses. De compétition locale en compétition régionale, on fait bientôt la coupe de France et la coupe d'Europe. Mais le karting n'est pas un sport individuel. C'est l'équipe qui compte et l'on concourt rarement pour soi, mais pour son club. Sitôt que l'on a atteint ce stade, il est possible d'éprouver la sensation de vitesse. Certains engins roulent à plus de 100 kilomètres à l'heure et cela commence à être dangereux. C'est peut-être ce qui en fait un sport essentiellement masculin. Neuf hommes pour une femme.

Le karting n'est pas un jeu paisible pour occuper les dimanches après-midi. Il faut se fatiguer, s'énerver, « vouloir » pour jouir pleinement des agréments de ce sport, riche en imprévus de toutes sortes.

Ce n'est pas reposant : les accélérations foudroyantes et le bruit

lancinant des moteurs deux temps vous martèlent encore les tempes, une fois rentré chez vous.

Il n'est pas non plus toujours très facile de pratiquer le karting : les pistes sont à une trentaine de kilomètres de Paris et de la plupart des grandes villes. Il faut donc une voiture pour s'y rendre et pour transporter l'engin à chaque fois. Il est très rare que le club soit aménagé pour mettre les karts à l'abri pendant la semaine.

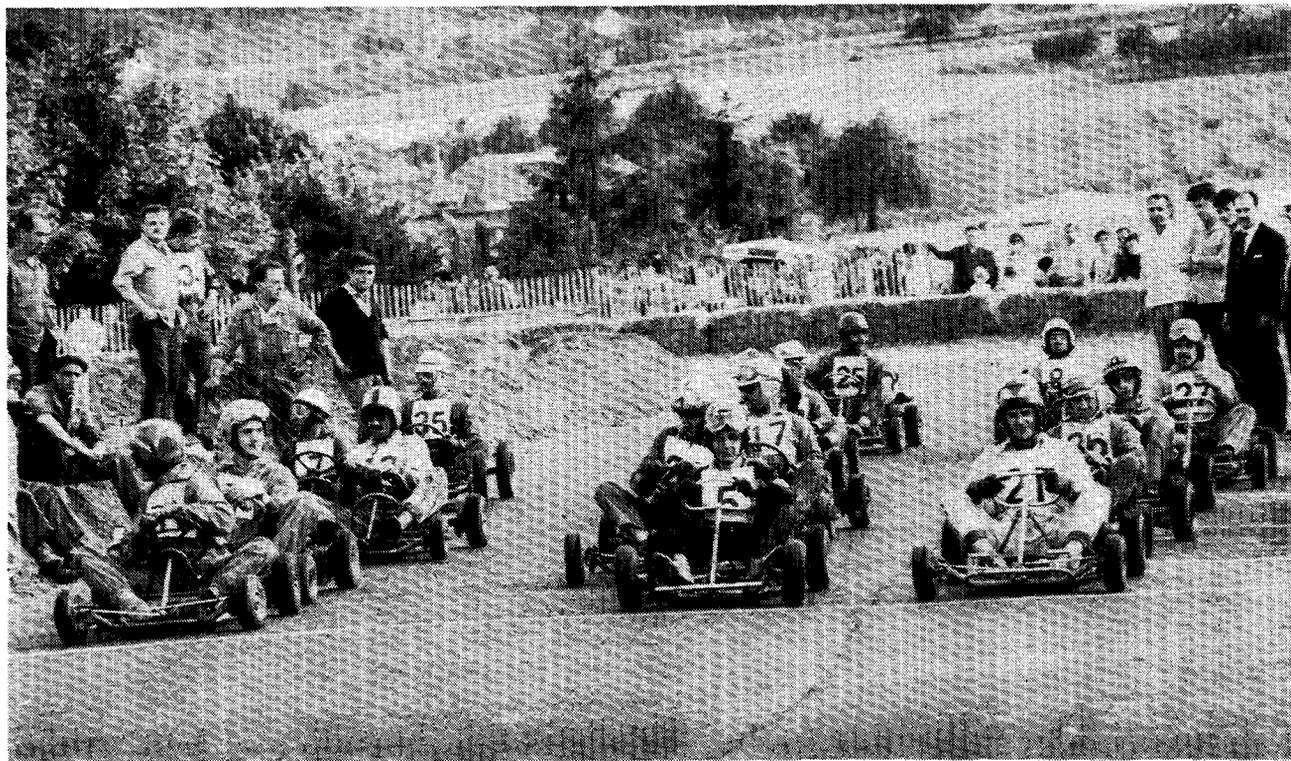
Le karting n'est pas un sport de luxe. Il faut se salir les mains avant de s'asseoir sur son engin. Il faut savoir démonter une bougie, nettoyer un carburateur, réparer un pneu. Certes, vous pouvez embaucher un mécanicien personnel, acheter un kart italien à 3.000 francs, et partir sur la piste, en combinaison blanche et gants « beurre frais ». Mais vous aurez perdu tous les plaisirs de la création, complètement indispensable au goût et à la joie de la compétition.

Alain LEFEBVRE



Pour tous renseignements sur le karting :

KART - CLUB - PARIS - SEINE,
23, Boulevard de la Liberté, Les
Lilas (Seine), Tél. : VIL. 73.28.



Des idées,
des informations,
des conseils
recueillis par
Annie Carillon
pour toutes celles
qui ont
la responsabilité
d'un foyer.

COMMENT VIVRE LA VIE MODERNE



COMMENT SE PROTEGER DES AGRESSIONS

Chaque nuit, dans les villes, des agressions sont commises contre des femmes circulant seules. A moins d'être une judoka chevronnée, il est difficile de lutter contre un homme et appeler au secours à minuit dans une rue déserte est inutile. Il est donc nécessaire que vous vous protégiez. Voici cinq gadgets à la Modesty Blaise pour mettre dans votre sac à main. Non dangereux, amusants, ils mettront K.O. votre agresseur, juste le temps de fuir.

LES GADGETS A SECRET

■ Stylo d'alarme : c'est un vrai stylo avec lequel vous pouvez écrire, mais son extrémité creuse contient une amorce à blanc ou à gaz. Un cran de sécurité permet de le garder dans son sac. Une simple pression du pouce dégage la sécurité et déclenche la percussion. Sa détonation suffit à effrayer l'agresseur qui, d'instinct, recule. Utilisation complémentaire : sur les petits bateaux de plaisance il sert à lancer des fusées, lorsqu'on est en difficulté (15 F Stylo « Galan » chez Annie Dokan).

■ Pistolet d'alarme : tiliptien, chromé, il s'accroche en breloque à un porte-clés. Le bruit de sa détonation est assez fort pour stopper l'attaquant. (18,50 F. Manufrance).

■ Petit extincteur de forme aplatie (13 cm x 6 cm) fonctionnant par simple pression du pouce. Il projette un produit chimique de couleur violette qui aveugle et suffoque momentanément l'attaquant. Le produit adhère fortement sur la peau et les vêtements pendant plusieurs jours. (98 F. « Paratak », Samaritaine.)

■ Porte-clés sous forme d'un vaporisateur miniature. Il suffit d'appuyer sur le poussoir pour qu'un gaz spécial se dégage mettant votre adversaire hors d'état de nuire pendant quelques minutes. (17,50 F. « Le Gorille ». Au Louvre.)

LES VÉRITABLES ARMES DE DÉFENSE

Elles sont parfaites pour celles qui vivent seules dans un appartement, une maison de campagne, circulent en auto de nuit et de jour et...ne perdent pas la tête.

■ Pistolet automatique qui fonctionne avec

des cartouches chargées de gaz lacrymogène et terminées par de la cire dure. Il projette un gaz jusqu'à 5 mètres. Impossible de manquer l'adversaire d'autant plus qu'il y a 5 balles. (« S.M. 10 » bronzé : 93 F. B.H.V.)

■ Piège d'alarme qui produit une déflagration très violente. Il se glisse, sans fixation, dans la rainure d'une porte d'entrée. Peint de la même couleur, il se confond avec le verrou et le voleur fuira, épouvanté par le bruit. Utilisé sur une porte de voiture, même non fermée, vous êtes assuré de retrouver votre auto où vous l'avez laissée. (30 F, avec 10 cartouches. « Stop Vol ». Annie Dokan.)

LES TRUCS PRATIQUES

■ Chez vous : fixez vous-même sur la porte d'entrée un judas optique. Vous verrez votre visiteur sans ouvrir et sans être vue de l'extérieur, d'où sécurité totale. (A partir de 8,25 F jusqu'à 77 F.)

■ Un entrebâilleur : l'ouverture de la porte est stoppée à mi-chemin et empêche quiconque d'entrer. (4 F, en fer nickelé ; 15,75 F, chromé ; 16,75 F, doré, B.H.V.)

■ Dehors : gardez la nuit dans votre main ou dans une poche de manteau le « défenseur » de votre choix, sinon vous n'aurez pas le temps de le sortir de votre sac. Ayez le moins d'argent possible sur vous quand vous pensez rentrer tard.

Prévoyez la catastrophe supplémentaire : entre deux malheurs il vaut mieux se faire voler son argent et son poudrier que d'avoir à reconstituer tous ses papiers d'état civil. Glissez la pochette qui contient vos papiers d'identité et d'immatriculation dans une poche de votre manteau.

CHRISTIANE AUROCH

**VOICI UN
IMPITOYABLE
DOCUMENT
SUR LA VIE
MODERNE**

Le magazine féminin « Elle » dont le tirage est important et le succès considérable, publie une chronique intitulée : « Comment vivre la vie moderne ». Le 22 septembre dernier on pouvait découvrir un article — fort intéressant et instructif au demeurant — sur les différentes manières de se protéger des agressions. Des agressions ? Dans notre paisible V^e République ? Des agressions ? Dans Paris, ville-lumière ? S'agirait-il de ces soi-disants crimes de prétendus Algériens qu'évoquent les journaux mal pensants comme « Minute » ou « Europe-Action » ? Tout porte, hélas à le croire. S'il y a nécessité de se protéger contre les agressions, c'est qu'il y a agresseurs... (C'est « Elle » qui l'avoue). Et s'il y a agresseurs, c'est sans doute que nos frontières sont un peu trop largement ouvertes aux « frères » du président Boumediène qui viennent, sans aucun contrôle, importer en France leurs maladies, leurs vices et leurs mœurs... (c'est nous qui le disons — et nous sommes de moins en moins seuls à le dire).



**LE LIVRE
DU MOIS**

LE PREMIER ROMAN DE PIERRE BOISSEL

Les HUSSARDS PERDUS

La vie et la mort des hommes d'un escadron parachutiste

L'Algérie, son drame et ses combats ont déjà suscité une abondante littérature. Une littérature où, trop souvent, les bonnes intentions tenaient lieu d'autres qualités, et où, pour parler net, le choix du sujet semblait devoir excuser l'absence de talent.

Le cas des « Hussards perdus » de Pierre Boissel n'en apparaît d'emblée que plus exceptionnel. Ce témoignage — à peine romancé semble-t-il — n'est pas « un livre de plus sur l'Algérie ». Dès les premières pages, il émerge du lot et s'en va rejoindre la petite dizaine

« Les hommes, je n'y croyais guère, à leurs vertus encore moins, tandis que des camarades, des cavaliers, des partisans, ça existait ; on n'avait pas le droit de lâcher ceux qui se trouvaient en difficulté ».

Roger NIMIER
Le Hussard bleu





de volumes qui sauront survivre à une actualité douloureuse pour la simple raison qu'ils auront été plus et autre chose que des œuvres de circonstance.

L'histoire que nous raconte Boissel est pourtant simple et sans surprises : trois ans de vie d'un jeune officier dans le djebel. Elle est de ces histoires qui ne peuvent puiser leur richesse que dans le talent d'un observateur et d'un conteur — en un mot, d'un écrivain. Or, il se trouve que le jeune inconnu nommé Boissel est un écrivain.

Ce simple fait suffit à transfigurer son récit, à lui donner la force de conviction et les dimensions exemplaires qui le distinguent de la foule banale des « témoins », si sincères, si lucides et si passionnés soient-ils.

Sous sa plume, hommes, idées et paysages prennent vie instantanément. Tout devient simple, direct et sans détours. Une aventure se déroule comme naturellement, secretant, sans ostentation mais avec d'autant plus de force, sa propre logique et sa propre morale. Une logique et une morale dont on s'apercevra, le livre refermé, qu'elles étaient effectivement celles de la guerre d'Algérie — qu'elles étaient même « la » guerre d'Algérie.

Suggérées plus qu'affirmées, contenues dans chaque geste, dans chaque fait et dans chaque parole, om-

niprésentes, elles confèrent au livre sa puissance, sa valeur et sa hauteur. Elles lui donnent en même temps son allure de tragédie classique.

Car, qu'on le veuille ou non, c'est à ce niveau que se hausse l'aventure du petit lieutenant du R.H.P., de l'arrivée en escadron opérationnel au noble échec du 22 avril 1961. Et, fait à ne pas négliger, ce miracle a été rendu possible par l'extraordinaire économie des moyens, la sobriété de l'écriture, la pudeur des réflexions et des dialogues. Par, aussi, cette chute abrupte du récit qui, au cours même du drame, vient rompre toute explication oiseuse et ne fait aucune place à la complaisance, laissant soudain le lecteur aussi brisé que l'auteur et ses personnages, en proie aux mêmes pensées, devinant les mêmes gestes et les mêmes solutions.

C'est au point final qu'on juge pleinement l'écrivain, celui qui, ayant pris en main son lecteur à la première page, l'amène au terme du récit en ayant su ne jamais relâcher sa prise mais au contraire la resserrer sans cesse. La resserrer au point de faire partager la moindre pensée et le moindre frisson. Comme l'a tout simplement fait Pierre Boissel.

Jean GÉRARD 

PLAIDOYER



POUR UN FRÈRE FUSILLÉ

Pour évoquer la vie et la mort du colonel d'aviation, fusillé par un matin très sombre de mars 1963, nul ne pouvait trouver des accents plus sensibles et plus justes que le propre frère de Jean Bastien-Thiry. Ce livre n'est pas un livre comme les autres qui évoquerait avec une froide sécheresse une carrière exceptionnelle et un homme attachant. Non, ce livre va bien au-delà ; il est, avec passion, un plaidoyer. Pour Gabriel Bastien-Thiry, il ne s'agit même pas de justifier son frère. Le procès de Vincennes et la fusillade du Fort d'Ivry appartiennent désormais à l'Histoire et on sait qui sort de cette aventure avec un visage radieux et serein. Il s'agit de nous faire partager un sentiment très noble, la confiance d'un cadet pour son aîné. Ce **Plaidoyer pour un frère fusillé** qui s'achève sur un « rendez-vous devant un buisson de ronces, au milieu d'un terrain vague... à Thiais », illustre une vertu : la fraternité.

Editions de La Table Ronde,
12 F. H.L.

LES LIVRES

RHODESIE, PAYS DES LIONS FIDELES par François d'Orcival, avec la collaboration de Fabrice Laroche.

Deux jeunes journalistes, que connaissent bien nos lecteurs, font le point sur un des plus jeunes états africains : La Rhodésie libre de Ian Smith. Depuis la proclamation de l'Indépendance, le 11 novembre 1966, ce pays a été soumis à la plus haineuse des campagnes de calomnie et au plus féroce des blocus économiques. Mais il a prouvé son courage, sa sagesse et parfois son humour. Et il semble bien aujourd'hui que le coup d'audace, décidé il y a un an par Ian Smith et ses compagnons ait été une victoire. François d'Orcival et Fabrice Laroche évoquent ce que fut la conquête du territoire par Cécil Rhodes et ce que fut le développement de la Rhodésie moderne. Ils recensent les richesses de cette terre et exposent les arguments de ce peuple. Ils mettent à leur place les communautés qui composent la Rhodésie. Ils se veulent, au-delà de la sympathie politique, serviteurs de la seule vérité et de la seule réalité. Leur conclusion est d'une grande honnêteté : « *Il serait aussi fou qu'inutile de vouloir assimiler la communauté noire à la civilisation européenne comme de voir l'une tuer l'autre. Bien au contraire, l'harmonie veut que chacun se développe librement selon ses moyens et ses besoins. Et dans la vie, seul ce qui est efficace et fort peut progresser.* »

Editions de la Table Ronde — 272 pages — 15,95 F.

BUDAPEST par Vincent Brugère-Trélat.

De toutes les collections historiques, une des meilleures est sans contexte celle que les Editions de la Table Ronde ont lancé il y a quelques mois et qu'ils ont très justement intitulée : *L'Histoire contemporaine revue et corrigée*. Une dizaine de titres réunissent des sujets explosifs et un goût certain pour le non-conformisme. Pour évoquer la tragédie de la révolte hongroise de 1956, l'auteur a choisi de la replacer dans le contexte de l'évolution du communisme dans ce pays, un des plus rebelles à la dictature rouge. Il montre comment cette révolte s'est transformée en révolution et pourquoi il fallait qu'elle soit écrasée par les soldats mongols, tant elle menaçait tout l'empire européen de Moscou. Une centaine de pages sont consacrées à la seule journée du 4 novembre 1956 et retracent les événements qui se sont alors déroulés à travers le monde, non seulement en Hongrie et aux Nations-Unies et en Union Soviétique. Nous pouvons adopter la conclusion de Vincent Brugère-Trélat : « *Tous ces martyrs, volontaires ou involontaires de l'enfer stalinien continueront, de siècle en siècle, à témoigner pour l'homme et à donner foi en son destin.* »

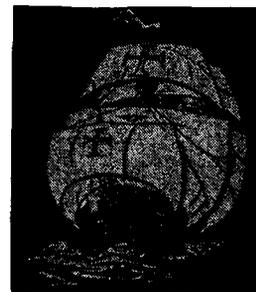
Editions de la Table Ronde — 366 pages — 20,55 F.

Dans le dernier numéro :

Editorial : *La Honte est pour l'Occident*.
L'Inauguration du Pont Salazar. Jacques Ploncard d'Assac : *La Bataille des idées*. En marge de la coupe mondiale de football. Dieter Weisenberg : *De Bonn à Berlin : Sombres nuages*. Jean-Louis Marin : « *Découvertes* » à travers le tiers monde. Nouvelles du Portugal d'Outre-Mer. Portugal, pays du tourisme : *La Forêt de Buçaco*. Umberto Mazzotti : *Chroniques italiennes : La main rouge sur l'Armée*. Lettre de Paris : *Les réalités désagréables*. Pierre Hofstetter : *Lettre de Londres : Décadence d'un grand Empire*. Découverte de la Vérité. Echos et propos de « *Découvertes* ».

DÉCOUVERTES

Artilharia Um, 48,
1^o-Dt^o, Lisbonne
(Portugal).



ASTERIX et Lo Cicero ont sérieusement perturbé cet entretien avec madame Suzanne Gingembre, directrice de la Librairie de l'Amitié. Les aventures du Gaulois chez les Bretons connaissent un départ foudroyant. Et cette vente s'opère avec, pour fond sonore, le disque à succès de la rentrée, celui du jeune guitariste « pied noir » qui chante les exploits de Delta et des képis blancs...

Madame Suzanne Gingembre se soumet à l'interrogatoire, tout en multipliant les sourires aux clients et en déballant les cartons des nouveautés de la saison littéraire.

— **Quoi de neuf, à la Librairie de l'Amitié ?**

— D'abord les horaires. Après y avoir longuement réfléchi, je crois qu'un changement s'impose ! La Librairie va être ouverte de 10 h. 30 à 13 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30, sauf le dimanche bien entendu. Mais, un soir par semaine, le vendredi, nous resterons ouverts jusqu'à 22 heures afin d'accueillir nos amis des autres quartiers de Paris et surtout de la banlieue qui n'ont pas le temps de venir jusqu'à nous les autres jours de la semaine.

— **Ces soirées seront-elles simplement une ouverture du magasin ?**

— Nous voulons faire davantage. A partir du 1^{er} novembre, nous comptons bien donner à nos amis une liste des programmes de cinéma, des boutiques ouvertes, des restaurants du quartier, enfin tous les renseignements pratiques dont ils peuvent avoir besoin en se rendant à Saint-Germain-des-Prés. La Librairie de l'Amitié sera donc la première étape d'une bonne soirée...

— **Est-ce une librairie où on ne vend que des livres ?**

— On y trouve aussi des disques et, à l'occasion de Noël, toutes sortes de petits cadeaux, ce qu'on nomme maintenant les « gadgets », depuis les bougies parfumées jusqu'aux poupées de chiffons, si à la mode cette année.

— **Quelle est votre clientèle en ce retour de vacances ?**

— D'abord, ceux que je nommerai « les fidèles » et qui forment depuis le début un noyau solide de lecteurs amis. Ensuite, des gens du Quartier qui commencent à nous connaître et s'aperçoivent que la Librairie de l'Amitié n'est pas une chapelle extrémiste... Ils viennent acheter un stylo-feutre ou le dernier « Astérix ». Et ils deviennent à leur tour des fidèles...

— **Quels sont les livres qui vous semblent prendre un bon départ ?**

— Parmi les derniers parus, « *Les Hussards perdus* », L'excellente critique qu'en a donné Jean Bourdier dans « Minute » a été sans aucun doute à l'origine de ce démarrage. Citons aussi « *J'accuse Lemarchand* » d'Alexandre Tislenkoff qui profite du bruit fait par l'affaire Ben Barka.

— **Continuerez-vous à organiser des séances de signatures ?**

— Bien entendu. Nous aurons le vendredi 14 octobre Gabriel Bastien-Thiry, l'auteur du « *Plaidoyer pour un frère fusillé* ». Nous pouvons ensuite compter sur des auteurs comme le capitaine Yzquierdo (« *Une guerre pour rien* »), le professeur Reimbold (« *Pour avoir dit non* »), François Brigneau (« *Mon après-guerre* »), André Guérin (« *Histoire de la Commune* »), Jacques Laurent (« *Lettre au pape* »), Jean Mabire (« *L'écrivain, la politique et l'espérance* », premier livre de la nouvelle collection « Europe »), François d'Orcival et Fabrice Laroche (« *Rhodésie, pays des lions fidèles* »), etc...

— **Quels sont les éditeurs dont les livres semblent le plus appréciés par vos clients ?**

— En premier lieu La Table Ronde, qui a eu le courage de faire confiance à des auteurs très « engagés », ensuite les éditions Pauvert dont la tradition de non-conformisme et d'irrespect plaît à une grande partie de notre public. Parmi les collections, il faut signaler celle des Lettres ouvertes d'Albin Michel et le succès grandissant de la collection « Action ».

— **Quels sont vos souhaits au seuil de cette nouvelle année littéraire ?**

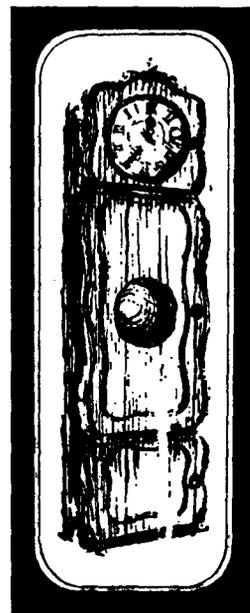
— Que paraissent de bons livres et que nous puissions les faire connaître à nos amis. Je crois au rôle du libraire pour « pousser » un livre. Par exemple cette année nous avons ainsi fait découvrir à beaucoup de gens le roman historique de Gore Vidal sur la chute de Rome, « *Julien* », et surtout « *la lettre aux chimpanzés* » de Clément Rosset. Mon second souhait serait que le métier de libraire reste toujours sous le signe de l'amitié.

— **C'est d'ailleurs votre devise.**

Guy LANCELOT



68, rue de Vaugirard
BAB. 34.01



LA LIBRAIRIE
DE L'AMITIÉ
PREPARE LA
RENTREE





COURRIER

J'approuve l'article de Mabire (1) sur le fond je le trouve sévère sur la forme. De toute façon, il pose (à propos des films cités) un problème fondamental : celui de la fidélité politique accordée à l'actualité, c'est-à-dire à l'efficacité.

Le refuge dans le passé est une tentation facile. Reconnaissons d'ailleurs que les anciens de la guerre d'Espagne et les anciens des guerres révolutionnaires, si ce sont des exemples symboliques, ne sont pas les seuls à tomber dans le genre « néo » ou « folklo ». A l'heure actuelle, peu de groupes politiques français ont répudié « le passé ».

Le plus grave, c'est que depuis les années 30, ce passé est une collection d'échecs (des Ligues, du Front Popu, de la Collaboration et de la Résistance, etc...). Les malins ou les tièdes surnagent (et ils sont

la masse); les purs échouent ou sont trahis. Les deux mots d'ordre sont « ne faisons pas de politique » et « ne nous fâchons pas ». Tout un programme...! D'où la tentation de la fuite en arrière... avec le piège fondamental : ressembler à l'image que l'adversaire a forgée de vous (et dont il fera ce qu'il voudra : soit émouvante, dans le genre : pauvre type condamné par l'évolution de l'Histoire — soit inquiétante : bête féroce tapie dans la paisible société de consommation du xx^e siècle).

Pourtant, ces « fidélités » agaçantes sont un signe. Dans l'avenir, et quel qu'il soit, le Pouvoir à base de marxisme et de technocratie a besoin que ces fidélités disparaissent. Toute mémoire est réactionnaire. Orwell, dans 1984, imagine un monde où le passé est chaque jour transformé à partir du « présent » (c'est-à-dire de l'orthodoxie du moment, on réimprime les journaux, les livres, etc...). Ce n'est plus une anticipation. C'est la réalité... Il est donc excellent que des groupes ré-

sistent; rappelons Céline : « la grande défaite, en tout, c'est d'oublier, et surtout ce qui vous a fait crever... » et aussi : « Moi, mourir, ça m'est bien égal... c'est être vaincu que je supporte pas ».

Je ne suis pas sûr, non plus, que la guerre soit vraiment finie. L'Espagne ne sera plus républicaine (à la façon 36), l'Algérie plus française (à la mode 58). Mais le sang, l'or, les classes et les races sont des réalités. Dans l'avenir il y a place pour l'adjudant Wilsdorff et le capitaine Reichau.

Monsieur de Broglie nous annonce, pour 1970, une guerre de classe de style international. Vrai ou faux, je n'en sais rien... Mais je crois qu'un jour, « ils » serviront... et nous avec.

Jean-Paul ANGELELLI

(1) « L'exilé et le soldat perdu » à propos des films « la guerre est finie » d'Alain Resnais et « Objectif 500 millions » de Pierre Schoendoerffer.

BRIGADE ANTI-GANGS, de Bernard BORDERIE.

Sorti opportunément pour l'Affaire Ben Barka. Sur un scénario absolument invraisemblable, un hymne inconditionnel à la Préfecture de police. Les jeunes sont, évidemment, les victimes d'une histoire, qui reste bien placée pour le prix de Roger Frey.

JEUX DE NUIT, de Mai ZETTERLING.

Pour la gauche évoluée : froid divertissement sur la frustration érotique. En langage clair : un simple démarquage des « Amoureux », le premier film de Mai Zetterling, et comme lui d'un ennui profond. L'histoire d'un homme qui n'est pas encore adulte. Culpabilité, refoulements, affectivités d'enfance : avec M^{me} Zetterling, la chair est triste.

LES CREATURES, d'Agnès VARDA.

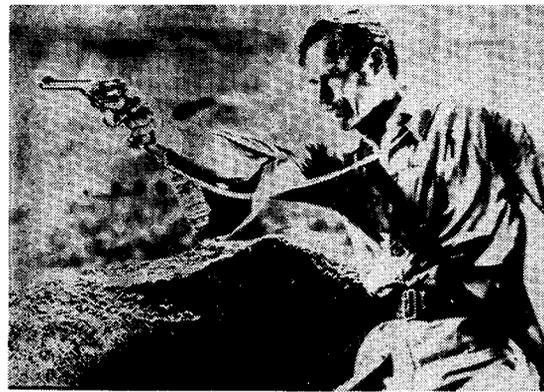
Décidément, Agnès Varda n'aura jamais fait qu'un seul bon film : « La pointe courte ». On a rarement vu créatures aussi dépourvues d'intérêt que celles engendrées par ses propres phantasmes. Deux heures durant, son film nous plonge dans une vie conjugale au symbolisme primaire, à la psychanalyse facile. L'homme écrit des romans à bon marché. Il passe son temps au village de Noirmoutier à chercher dans la réalité de quoi pourvoir son imagination. Sa femme, créature quasi-diaphane, vit à l'abri d'un fortin confortable, muette et enceinte. L'affaire se complique lorsque l'écrivain se met à divaguer, ne sachant plus démêler ce qu'il voit de ce qu'il imagine, et se crée un adversaire diabolique qui n'est qu'un double solitaire chargé des refoulements issus de la douceur conjugale! Tout s'arrangera par une délivrance parallèle : l'une retrouvera la parole dans le temps qu'elle accouchera, l'autre chassera ses fantômes en achevant son ouvrage. Un film tout en damiers, en incohérence, en automatisme. M^{me} Varda semble n'avoir compris ni la création littéraire, ni la gestation biologique.



CINÉMA

KHARTOUM, de Basil DEARDEN.

Un officier isolé a pacifié le bled, qu'un agitateur musulman veut enflammer à nouveau. L'officier repart donc lutter contre le Mahdi, l'homme de la « Guerre Sainte ». Il sera finalement vaincu parce que son gouvernement a refusé de soutenir son effort. Ce n'est pas de la politique, c'est un scénario. Il ne s'agit pas de l'Algérie, mais du Soudan. C'est là, à Khartoum, que le général Gordon, dit le Chinois, dit Gordon Pacha, soutint pendant 317 journées héroïques le siège du Mahdi, avant de mourir, écrasé par le nombre, et trahi par les politiciens d'Angleterre. Gordon ressemble d'ailleurs beaucoup à ces officiers du bled, profondément croyants et volontiers intégrationnistes, qui sûrent, eux aussi, verser leur sang à l'autre bout du monde. Sur cette trame, Robert Ardrey (« les enfants de Caïn ») a écrit l'histoire d'une aventure du siècle passé. On le trouvera parfois pompeux, mais le cinérama coûte cher : il doit être amorti commercialement ; et la méditation intérieure convient mal au spectacle populaire. Ce n'est donc pas à cela qu'il faut s'arrêter, comme le fait une critique inquiète du contenu profond. Car la leçon de Khartoum reste claire : « Un monde où les Gordon n'ont plus de place, est un monde condamné à périr sous les sables » ! Voici un film « colonialiste » comme nous n'en connaissons plus, mais dont les images grandioses faisaient le bonheur des « Enfants du capitaine Grant » au temps des gros livres rouge et or que l'on recevait en distributions des prix.



LE CREPUSCULE DES AIGLES, de John GUILLERMIN.

« Le crépuscule des aigles » est un film extrêmement néfaste, et d'autant plus néfaste qu'en dépit de sa médiocrité intellectuelle, il est promis à de grands succès commerciaux. Son thème, dû à M. Ben Barzman, scénariste habituel des progressistes américains et de M. Jules Dassin, veut être une « démystification » de l'héroïsme, une contestation du courage, de l'esprit de corps et de la compétition. Sur le front des combats aériens anglo-allemands, pendant la première Guerre Mondiale, Guillermin met en scène un jeune roturier grisé par l'aventure et l'ambition. L'Etat-Major du Kaiser veut en faire un héros pour répondre à l'agitation pacifiste, au spartakisme naissant, et pour cela est prêt à couvrir tous les truquages, tous les manquements à l'honneur, toutes les infamies. On retrouve là les inexactitudes (les émeutes allemandes datent en réalité d'après le traité de Versailles), les clichés éculés (lutte des classes, amour « du fils du peuple et de la comtesse »), toutes les invraisemblances (l'action se passe dans une France mystérieusement vidée de ses habitants) de ce genre de travail. Une réalisation souvent habile, de belles scènes aériennes, dues à une réalisation coûteuse (4 milliards d'AF), ne suffisent pas à faire accepter une œuvre qui, dans le contexte américain actuel, n'a qu'une seule et claire signification.

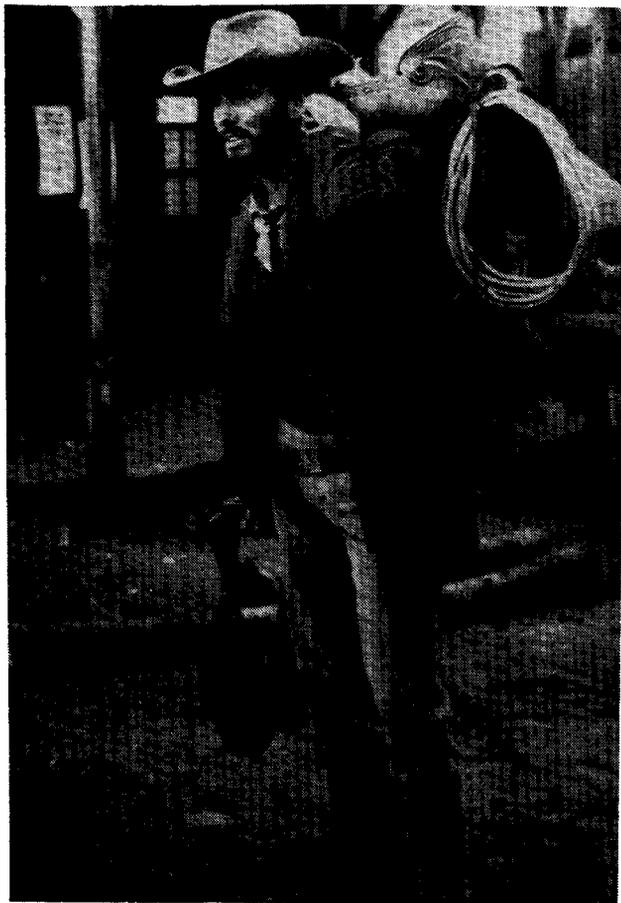


AVEC LA PEAU DES AUTRES, de Jean DERAY.

Bien qu'il fasse, lui, aussi, partie de la « nouvelle vague », Jean Deray est mal connu. Il a pourtant réalisé, sur un genre mineur, cet excellent récit d'espionnage qu'illumine le thème de l'amitié. L'action vient en pointillé dans cette intrigue parfois compliquée où Lino Ventura, silhouette massive et sympathique vient en Autriche pour enquêter sur un « honorable correspondant » local. En fait, c'est toute la mécanique de la guerre secrète qui est examinée, familière, toujours surprenante, ponctuée d'assassinats tranquilles dans les venelles luisantes du vieux Vienne. Un dénouement imprévu, et très conforme à l'actualité, lui confère une originalité qui n'a pas été du goût de tout le monde. Jean Bouisse, manière de Louis Jovet d'Europe centrale, est un personnage bien curieux.



LE NOUVEAU JOURNAL DE M. PICKWICK



19 août. La « ranchomanie » est à la mode. Le dernier clic, c'est de se faire peau-rouge hebdomadaire ou cow-boy du dimanche. A Etrechy, Milly-la-Forêt, Auvers-sur-Oise et ailleurs, 3.000 Parisiens se prennent régulièrement pour Hopalong Cassidy. On pouvait, au début, y voir une conséquence du rythme démentiel des mégalofoies, mais l'exploitation est passée par là. Ces industriels bedonnants, ficelés sur leurs rossinantes à la poursuite de leur enfance, ces « minets » se donnant des émotions sans risques, ont bien transformé la chose.

Le règne des Centaures de la Conquête de l'Ouest avait une autre allure !

3 Septembre. Cécile Sorel est morte aujourd'hui ; la dernière actrice de la Belle Epoque disparaît. Elle incarnait un temps où Victor Hugo venait lui-même encourager M^{lle} Mars, tandis que les balletomanes hantent les coulisses comme dans les romans de Gaston Leroux. En 1950, Cécile Sorel était entrée dans le Tiers-Ordre de Saint-François.

22 août. L'offensive Oswald reprend. Trois ans après la mort de Kennedy la gauche veut toujours prouver que l'assassin et le marxiste que fut Lee Oswald, n'était bien entendu, ni marxiste ni assassin. Deux nouveaux livres vont paraître à Paris. Pour répondre à leurs arguments, il existe un document incontestable : l'enregistrement du débat, radiodiffusé le 23 août 1961, où Oswald défendait contre Carlos Bringuier, exilé cubain de Miami, les thèses de Castro et de Moscou. On peut se le procurer auprès de Key Records. 7720 Sunset Blvd. Los Angeles 46. Californie (Etats-Unis).

29 août. Lu attentivement le roman de M. Haakon Chevalier : **l'homme qui voulait être Dieu** (Seuil). Chevalier, professeur à l'Université de Berkeley, milita avec l'atome Oppenheimer chez les marxistes américains jusqu'à ce qu'en 1943, son bon camarade le dénonce tout simplement comme intermédiaire entre des savants, accusés d'espionnage et les services soviétiques. C'est cette histoire étrange que raconte le livre, sous une forme à peine romancée. La gauche, quant à elle, prend toujours Oppenheimer pour un de ses héros. C'est un peu louche.

16 août. Le Conseil Municipal de Memphis, aux Etats-Unis, a interdit un récital des Beatles. En Espagne, en Alabama, à Amsterdam, au Texas, à Boston, ils disparaissent des chaînes de radio. C'est qu'il y a quelques jours, l'intellectuel du groupe, John Lennon (« **En flagrant délire** »), a déclaré au magazine **Datebook** : « nous sommes plus populaires que Jésus-Christ ! » Le mot avait échappé à

l'attention de l'imprésario, M. Brian Epstein, mais il a fait grand bruit. Pourtant ce n'est pas le propos qui est grave ; le Rév. Kenneth Macguire, évêque anglican de Montréal, a même pu déclarer : « c'est un fait pur et simple que les gens s'intéressent plus aux Beatles qu'à Jésus » ! Il est autrement significatif qu'une opinion aussi mobilisable ait accepté si longtemps la seule existence du groupe !



25 août. Entendu pour la centième fois la dernière du « déserteur » que tout le monde semble prendre pour une nouveauté de la bourse aux chansons. Cette rengaine au titre suggestif est l'œuvre de Boris Vian, dilettante perdu dans une bohème assez triste, mort voici quelques années. Elle fut interdite sur les ondes pendant toute la guerre d'Algérie. On n'entend plus qu'elle.

18 août. Appris consciencieusement le « guide pour briller en société », publié par **Candido**. Ce catalogue amusant du jargon snobillard est en passe de devenir le nouveau rituel du monde « moderne ». Hubert et Daniel, gimmy et hit-parade, **Plexus** et **Midi-Minuit**, clubs et campus, charters et feed-back ! Le franglais règne en maître du Drug-store au Rosebud. Mais on n'est pas loin non plus du Dictionnaire des idées reçues. Flaubert n'y est pourtant pour rien.

13 Septembre Combien de temps fera-t-on pousser Mireille Matthieu sur le tombeau d'Edith Piaf ? Quelles sont les campagnes, les relances, les commerces qui se cachent derrière son jeune succès ?



Il y a vraiment quelque chose de poignant derrière tant de nouveaux chanteurs les marchands d'idoles, les spéculateurs sur contrats qui font le bonheur de **France-Dimanche**. Parfois ce trafic finit très mal. Johnny Halliday vient d'en donner la preuve.



11 Septembre. Découpé pour archives le dernier article de Jérôme Gauthier, qui fait depuis quelques temps la seule rubrique vraiment intéressante du **Canard Enchaîné**. Jérôme Gauthier réfléchit avant d'écrire, et refuse l'anti-conformisme sclérosé de

ses confrères, chez qui l'on confond aisément fureur de vivre et refus du coiffeur. Qu'il reste associé à l'imagerie naïve dont Louis Lecoin entourait l'objection de conscience, est son affaire. L'utopie est le monde vrai des anarchistes de cœur.

20 août. Londres devient-elle ce qu'était Paris aux années 1920 ? Bernard Casen l'assure dans le **Monde**, et sans doute c'est vrai. L'art nègre, Picasso et Tristan Tzara ne sont plus les révélations du jour, mais Greenwich village à émigré outre-Manche. Chanson pop, mode op, voilà les nouveaux mots d'ordre. Les beatniks hantent les caves de Chelsea, et l'on entend les Rolling stones de Trafalgar Square à So-

ho. Londres était la capitale d'un Empire, elle n'est plus que celle des provos. La décadence s'habille à Carnaby Street. La Reine décore Mary Quant, l'apôtre des mini-jupes, M. Wilson s'exhibe avec les Beatles. Qu'on ne s'étonne donc pas si cette politique-là n'inspire guère confiance aux jeunes dont on exploite même l'ennui morose imposé par cette société.





5 septembre. Appris que la S.E.R.P. (6, rue de Beaulieu) allait sortir deux nouveaux disques dans sa collection « Hommes et faits du XX^e siècle ». Il s'agit de deux microsillons grand format sur **Mussolini et le fascisme italien**. Réalisés à partir de documents authentiques, dont la recherche fut particulièrement difficile, ces disques retracent par les discours, les chansons et les bruits de

foule, les heures les plus significatives d'un régime politique qui dura près d'un quart de siècle et devait profondément marquer son temps. Soucieux de la vérité historique, les animateurs de la S.E.R.P. ont apporté tous leurs soins à ces réalisations, d'un intérêt artistique et historique évident. Les deux disques **Mussolini et le fascisme italien** doivent être mis en vente dans les premiers jours d'octobre.

20 août. Appris avec regret la fermeture de la galerie Charpentier. Elle était devenue une institution, tout comme l'Elysée, qui faisait face. Avec elle s'en va un certain style de vernissages.

26 août. Remarqué la saine orientation des romans policiers où l'écrivain Ernie Clerk raconte les aventures de son « judoka ». Le Fleuve Noir, spécialiste du genre, ayant viré au neutralisme équivoque, il n'est pas mauvais qu'un public populaire ait à sa disposition des récits de la guerre souterraine où l'adversaire soit toujours communiste et parfois FLN. Quelques titres choisis par Ernie Clerk, pied-noir d'origine

et grand maître ès-karaté : « le judoka entre deux feux », « sursis pour le judoka », « la montagne



noire », « les trois scorpions » (Coll. le Judoka. Albin-Michel, 3,40 F).

15 Septembre. Voici huit jours, le lion d'Or du Festival de Venise allait au film italo-FLN « la Bataille d'Alger », bien que les commentateurs les plus favorables à l'Algérie « nouvelle » n'aient pu trouver la moindre qualité à ce film anti-français ! C'est ainsi que le Festival s'est discrédité. Il en sera peut-être de même de la Biennale, qui s'ouvre sur une œuvrette musicale « engagée » : « la forêt est jeune et pleine de vie ». Sous ce beau titre, se cache en effet un florilège sonore pour illustrer la pensée terroriste, de Fanon à Lumumba, en passant par Fidel Castro ! L'ensemble est dédié au Viet-Cong ; c'est donc un candidat tout prêt pour la « révolution culturelle »...

24 septembre. Déjeuné une nouvelle fois à l'Auberge de l'Argoat. Depuis un article louangeur de « Minute », ce restaurant au cadre typiquement breton connaît une belle animation. Mais on ne cesse pourtant de s'y trouver en famille, tant est sympathique l'accueil du patron. Marcel, le maître de céans, a toujours de bonnes histoires à raconter. Nous avons commencé notre repas par un jambon de Bretagne et un cidre « gouleyant ». Nous avons découvert le lapin à la bretonne et terminé notre repas par des galettes de sarrasin. **L'Auberge de l'Argoat**, 27, avenue Reille, Paris-XIV^e (il est prudent de réserver : 535.17.05). Prix moyen : 20 F.



31 août. Appris le lancement prochain d'un nouveau concurrent des portecléés et autres queues de tigre : « le badge ». Il s'agit de ces broches-insignes circulaires dont les Américains raffolent, et qui proclament « I like sex » (j'aime le sexe) aussi bien qu'« I like Ike » (campagne Eisenhower). Un badge-précurseur : l'in signe du CND (mouvement anti-atomique). Quelques

badgets célèbres : « Go with Goldwater » et « All the way with LBJ » (campagne présidentielle 1964). Mais voici où se procurer les badgets que M. Didier Bernardin, promoteur de la nouvelle mode, ne fournira jamais : « Win with Wallace » (Pour la victoire du gouverneur de l'Alabama), auprès de la Conservatrice Society of America. P.O. Box 4254, New-Oleons, Louisiana 70118. (USA) ; « Victory in Viet-Nam », « Stamp out Socialism », « I voted for Goldwater » auprès des YAF-California, 404, South 3rd Street, San-José, Calif. (USA). Le prix 25 cents (1,25 F) chacun.

**CLOTSEUL
LOSÉLEC
CHATAIGNE** C.F.
Les plus puissants du monde
LA CLÔTURE ÉLECTRIQUE
30 Rue Saint-Augustin, PARIS-2^e - OPE 68-45

DISQUES ALLEMANDS

Variétés — Folklore — Classiques
documentation sur demande

La maison du disque
Haguenau (Bas-Rhin)

Vrais vins de vigneron

Eau de vie de pays

ANDRE DELACHAUX

171, rue du Général-Leclerc
Marlotte (S.-&M.)

Tél. : 931-90-11

Pur rhum distillé à la Guadeloupe

« La Bretagne Réelle-Celtia »

Tribune libre bretonne

22 — Merdrignac

Abonnement : 10 F. Complet : 35 F.

(211 numéros parus). Spécimen 32 p.

1 F. — C.C.P. 754-82 RENNES.

Pensées d'un jeune Nationaliste : 4 F.

Le Mouvement breton : 4 F.

Nationalisme et Liberté : 1 F.

« Chez EDOUARD »

265, Faubourg Saint-Antoine

PARIS-11^e

307.51.78

Une cuisine soignée et succulente dans un cadre familial et sympathique

LEMARCHAND FAIT SAISIR EN RÉFÉRÉ LE LIVRE D'ALEXANDRE TISLENKOFF PARU AUX ÉDITIONS SAINT-JUST



LEMARCHAND



TISLENKOFF

A la requête de l'avocat-député Lemarchand M. Pierre Bellet, premier vice-président du Tribunal de la Seine a rendu, le 26 septembre 1966, une ordonnance décidant la mise sous séquestre du livre d'Alexandre Tislenkoff : « J'ACCUSE LEMARCHAND » récemment paru aux Editions Saint-Just.

Dans ce livre, le supplicié de la villa Andréa affirmait avoir reconnu, en la personne du député UNR de l'Yonne, le chef des barbouzes, venu par avion de Paris, pour présider au replément des policiers « parallèles » sur le Rocher Noir.

Dans son livre, l'auteur décrit les tortures qui lui avaient été infligées pendant deux jours dans la villa et cite en annexe de nombreux témoins...

Une saisie n'est pas une réponse et Alexandre Tislenkoff attend toujours, avec impatience, le moment d'être confronté avec Pierre Lemarchand devant un Tribunal.

En vente permanente aux bureaux d'Europe-Action

1	Abonnement à EUROPE-ACTION mensuel	20	F
2	Abonnement à EUROPE-ACTION hebdomadaire	40	F
3	Abonnement aux CAHIERS U 1966	10	F
4	ABONNEMENT TOTAL (mensuel, hebdomadaire, bimestriel)	60	F
5	Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1963 (mensuel)	25	F
6	Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1964 (mensuel)	15	F
7	Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1965 (mensuel)	15	F
8	EUROPE-ACTION : « Qu'est-ce que le Nationalisme ? »	3	F
9	C.E.P.E.O. : « Eléments pour une Economie Organique »	3	F
10	Pierre Hofstetter : Où vont les U.S.A. ?	5	F
11	Robert-Jean Bradout : Les Baïonnettes du Kremlin	5	F
12	Gilles Fournier & Fabrice Laroche : Vérité pour l'Afrique du Sud	5	F
13	Pierre Hofstetter : O.N.U. danger !	5	F
14	Coral : Journal d'un suspect	Prix exceptionnel : 10	F
15	Coral : Petit guide des fonds de poubelles	4	F
16	Jean Mabire : Drieu parmi nous (dédiacé)	14,70	F
17	Fabrice Laroche : Salan devant l'opinion (dédiacé)	15,45	F
18	Fabrice Laroche & François d'Orcival : Le courage est leur patrie (dédiacé)	13,90	F
19	Catalogue 1966 de la Librairie de l'Amitié (paiement en timbres)	2	F

Bulletin de commande

NOM Prénom

Adresse

Commande les numéros suivants :

et joint la somme totale de au C.C.P. EUROPE-ACTION, Paris 21.684.41

Le Signature

Lire, connaître, juger et comprendre notre monde



Fabrice LAROCHE

L'OBSERVATEUR EUROPÉEN

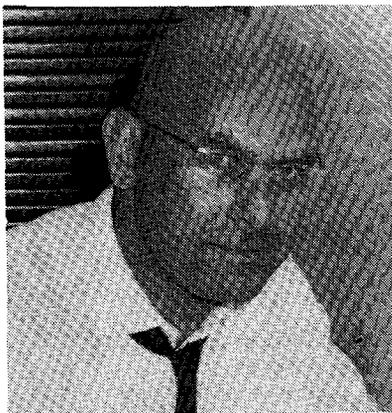
VOUS voulez être bien informé, complètement informé. Mais vous savez que cela nécessiterait la lecture de 200 journaux, français et étrangers, tous les mois. Les quotidiens, les hebdomadaires ne vous disent jamais tout : ils ne le peuvent pas. Sous la direction de Fabrice Laroche, votre hebdomadaire confidentiel, **L'Observateur Européen**, sélectionne pour vous toutes les informations qui ont de l'intérêt. Elles sont vérifiées, critiquées : les autres ne nous intéressent pas. Chaque lundi : **8 pages pour tout savoir!** Avec ses correspondants dans le monde entier, ses informateurs parisiens spécialisés, **L'Observateur Européen**, vous révèle le vrai visage de l'actualité. C'est pourquoi il n'est servi que sur **abonnement**, son public étant lui aussi sélectionné.

Votre hebdo

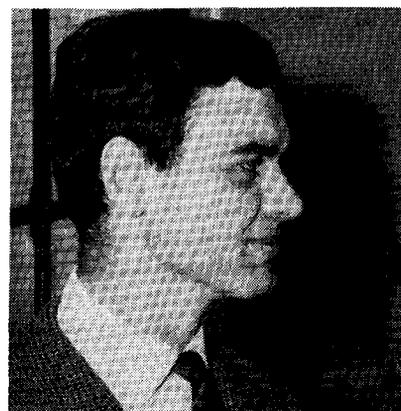
EUROPE ACTION

VOUS voulez faire le point et comprendre ce qui se passe. Votre magazine mensuel est votre meilleur outil : il est nerveux, dynamique, combattif. Il **prend position**, porte des jugements, vous donne connaissance des **dossiers d'actualité**. Il est à la fois un projecteur sur les faits que l'on dissimule, et un coup de poing politique contre un régime dégradant. Sous la responsabilité de **Jean Mabire**, son rédacteur-en-chef, **Europe-Action**, a fait passer en un an le nombre de ses pages de 28 à 44, a triplé le nombre de ses illustrations, s'est enrichi des signatures de journalistes et écrivains de talent. Tous les 1^{er} du mois : un **magazine occidental pour tout juger!** Indépendant de tout groupe de pression, foncièrement ennemi de tout conformisme, **Europe-Action** ne peut vivre qu'avec le soutien et l'amitié de ses abonnés.

Votre Magazine



Jean MABIRE



François d'ORCIVAL

LES CAHIERS UNIVERSITAIRES 1966

VOUS n'avez pas le temps, ni le loisir, de faire les recherches que vous souhaiteriez en politique, en littérature ou en philosophie. Ces recherches, qui doivent vous donner une **image synthétique de la pensée occidentale**, l'équipe des **Cahiers U 1966** s'est engagée à les faire pour vous, à votre place. Le 15, tous les deux mois, les Cahiers, animés par **François d'Orcival**, leur rédacteur-en-chef, veulent vous servir de deux façons : 1^{er} en complétant votre culture sur le fond des problèmes de notre temps — 2^e en vous distrayant des questions d'actualité pour vous guider dans nos histoires et notre avenir. Tous les deux mois : **des Cahiers pour tout comprendre**, 64 pages, écrites par une jeune école, soutenue par les plus prestigieux de ses aînés. Les **Cahiers U 1966** ne sont pas vendus dans les kiosques. Il vous sont réservés : **abonnez-vous.**

Votre Revue

DECOUPEZ CE BULLETIN D'ABONNEMENT

M
 Adresse :
 Désire souscrire un **ABONNEMENT TOTAL** qui comprend le service de :
L'Observateur européen (le lundi) — **Europe Action** (le 1^{er} du mois) —
Cahiers U 1966 (tous les deux mois) — au tarif exceptionnel de 60 F

Paiement effectué par virement postal
 (C.C.P. Europe-Action Paris n° 21.684.41)
 Par chèque bancaire (libellé à Europe-Action)
 Date : Signature :



CAHIERS UNIVERSITAIRES

Tous les deux mois, les Cahiers vous servent de deux façons :

1. ils complètent votre culture sur le fond des problèmes de notre temps
 2. ils vous distraient des questions d'actualité pour vous guider dans notre histoire et notre avenir
- Les recherches qui vous donneront une image complète et synthétique du nationalisme, l'équipe des Cahiers s'est engagée à les faire pour vous, à votre place.

VOULEZ-VOUS RECEVOIR UN NUMÉRO SPÉCIMEN DES CAHIERS ? Nom _____

Adresse complète _____

ci-joint 2 F en timbres à adresser à Cahiers Universitaires, 68 rue de Vaugirard, Paris 6e.

LE DISQUE DE JEAN-PAUL LO CICERO EST PARU

JEAN-PAUL LO CICERO est un jeune Sétifien de 23 ans.

Il a passé deux années en prison pour fidélité à l'Algérie française et y a composé sur une guitare de sa fabrication (4479 allumettes) d'admirables chansons dont l'une est dédiée à la mémoire de Degueldre et Bastien-Thiry.

En vente au CLUB DU SOUVENIR - B.P. 126-06 - Paris 6°.

Nom

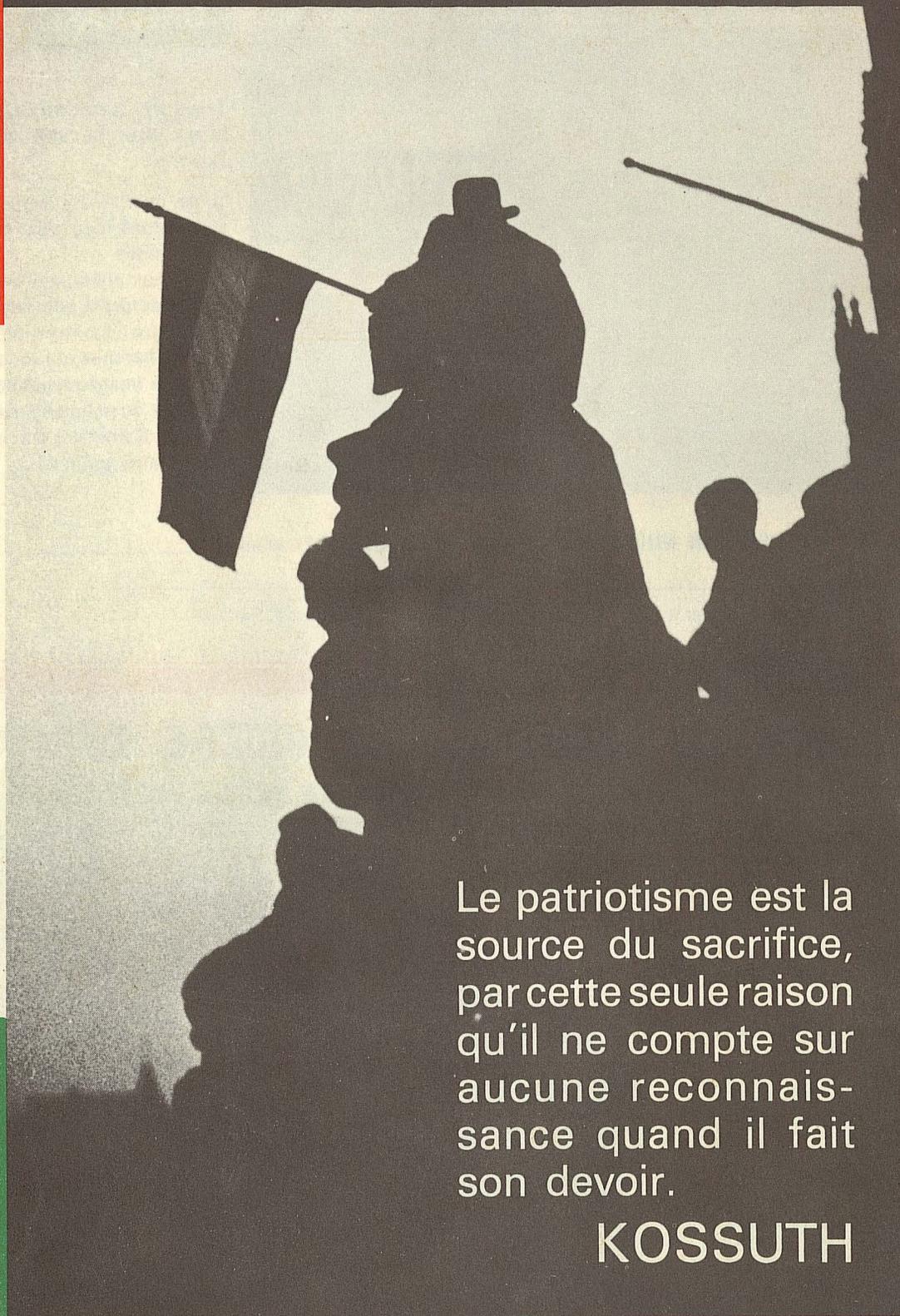
Adresse

commande exemplaires (à 11,50 F franco) du disque de Jean-Paul Lo Cicero et règle par chèque ou virement postal, correspondant au présent bon, au CCP 1779-27 Paris.

DELTA - LES MURS DE MA PRISON - KÉPI BLANC ALGER



EUROPE ACTION



Le patriotisme est la source du sacrifice, par cette seule raison qu'il ne compte sur aucune reconnaissance quand il fait son devoir.

KOSSUTH

n° 46 - octobre 1966

2 F